FIDA
Investir dans les populations rurales

Note pratique

Intégrer les enjeux nutritionnels dans la conception des programmes d'options stratégiques pour les pays et les projets d'investissement

Nutrition

La présente **Note pratique**, rédigée par la **Division environnement, climat, genre et inclusion sociale du FIDA (ECG)**, a pour but d'apporter des suggestions et des indications concrètes à l'intention des chargés de programme de pays, des équipes de conception des projets et des partenaires d'exécution pour les aider à concevoir et à exécuter les programmes et projets.

Elle présente, sous un angle technique et pratique, des approches, des méthodes, des modèles et des composantes de projet qui ont été éprouvés et validés en vue de l'exécution et de la reproduction à plus grande échelle, et incluent des exemples de bonnes pratiques et des études de cas qui peuvent être utilisés comme modèles dans des cadres particuliers.

Les **Notes pratiques** s'appliquent aussi à la conception et l'exécution des projets; elles s'inspirent en effet des meilleures pratiques observées sur le terrain. Elles aideront les équipes à mettre en œuvre les recommandations contenues dans les politiques opérationnelles du FIDA, à appliquer les règles en matière de projets et à utiliser les outils de financement.

Enfin, les **Notes pratiques** sont des documents évolutifs, qui seront régulièrement actualisés à partir des nouveaux acquis de l'expérience et des retours d'information. Vos observations ou suggestions seront particulièrement appréciées. Veuillez, le cas échéant, contacter l'équipe nutrition du FIDA.

Joyce Njoro, spécialiste technique principale, inclusion sociale et nutrition,
Division environnement, climat, genre et inclusion sociale
Courriel: j.njoro@ifad.org

Antonella Cordone, spécialiste technique principale, inclusion sociale et nutrition,
Division environnement, climat, genre et inclusion sociale
Courriel: a.cordone@ifad.org

Remerciements

La présente Note pratique a été rédigée en collaboration avec ***Giulia Pedone***, consultante indépendante. Elle a également bénéficié de contributions des personnes suivantes: ***Pushpa Acharya***, ***Emelyne Akezamutima*** et ***Ilaria Bianchi***, consultantes en nutrition, Division environnement, climat, genre et inclusion sociale; ***Enika Basu***, analyste des programmes, Division Asie et Pacifique; ***Valeria Casavola***, consultante, Division Afrique orientale et australe; ***Arnoud Hameleers***, directeur de pays, Division Amérique latine et Caraïbes; ***James Garrett***, Chargé de Recherche Principal, Bioversity International ; ***Francesco Mazzone***, consultant, Division Amérique latine et Caraïbes; ***Louise Mcdonald***, directrice de pays, région Asie et Pacifique; ***Meera Mishra***, chargée d'appui au programme de pays, région Asie et Pacifique; ***Rasha Omar***, directeur de pays et chef de pôle, région Asie et Pacifique; ***Samir Rayess Calvo***, consultant, Division Afrique orientale et australe; Philippe Remy, directeur de pays, Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe; ***Sashwati Mishra***, spéciialiste en inclusion sociale et en égalité des sexes, Division environnement, climat, genre et inclusion sociale; et ***Silvia Speranding***, consultante, Division environnement, climat, genre et inclusion sociale.

Novembre 2019

Photo de couverture:
Malawi - Programme de production agricole durable (SAAP) June 2016
©FIDA/Marco Salustro

Table des matières

I. Introduction 1

Concepts fondamentaux 1

II. L'approche du FIDA en matière d'intégration des enjeux nutritionnels 6

III. Intégrer les enjeux nutritionnels dans les programmes d'options stratégiques pour les pays et les notes de stratégie de pays 8

Étape 1. Analyser la situation nutritionnelle au niveau du pays 9
Étape 2. Définir des stratégies appropriées pour résoudre les problèmes nutritionnels 9
Étape 3. Définir une théorie du changement qui tient compte des résultats, des produits, des activités et des indicateurs liés aux enjeux nutritionnels 9

IV. Intégrer les enjeux nutritionnels dans les projets d'investissement du FIDA 11

Étape 1. Analyser la situation nutritionnelle dans la zone du projet 12
Étape 2. Définir des stratégies appropriées pour résoudre les problèmes nutritionnels 12
Étape 3. Définir pour le projet une théorie du changement qui tient compte des résultats, des produits, des activités et des indicateurs 14
Étape 4. Définir les modalités d'exécution des activités tenant compte des enjeux nutritionnels 15
Étape 5. Évaluation du coût des activités tenant compte de la nutrition 17
Étape 6. Préparation du plan de travail et budget annuel 18

V. Les enjeux nutritionnels tout au long de l'exécution des projets 16

Annexe 1. Cahier des charges relatif aux enjeux nutritionnels – missions de conception des projet et des programmes d'options stratégiques pour les pays 20
Annexe 2. Analyse de la situation nutritionnelle. 21
Annexe 2. Analyse de la situation nutritionnelle. 21
Annexe 3. Mandat pour les missions d'appui à l'exécution, de supervision et d'examen à mi-parcours 25
Annexe 4. Intégration des enjeux nutritionnels dans les programmes d'options stratégiques pour les pays: exemples de pays 26
Annexe 5. Intégrer les enjeux nutritionnels dans la conception de projets: de l'analyse des problèmes nutritionnels au tracé des itinéraires d'impact 28
Annexe 6. Types d'intervention tenant compte des enjeux nutritionnels dans les projets appuyés par le FIDA 30
Annexe 7. Indicateurs du FIDA liés aux aspects nutritionnels 32
Annexe 8. Modèle de questionnaire sur la diversité minimale du régime alimentaire – français 35
Annexe 9. Éléments de coût des activités tenant compte des enjeux nutritionnels dans le portefeuille d'investissements du FIDA 37
Annexe 10. Mandat pour les rôles de coordonnateur des questions de nutrition et de spécialiste de la nutrition 46
Annexe 11. Ressources supplémentaires et matériel pédagogique 50

Sigles et acronymes

COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
ECG	Division environnement, climat, genre et inclusion sociale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds International de Développement agricole
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PADAAM	Projet d'Appui au Développement agricole et à l'accès au marché (Bénin)
PADMAR	Projet d'Appui au Développement du maraîchage
PAM	Programme alimentaire mondial
PESEC	Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique
SUN	Scaling Up Nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VIH/sida	Virus de l'immunodéficience humaine/syndrome de l'imunodéficience acquise

I. Introduction

La présente Note pratique propose des orientations opérationnelles sur l'intégration des enjeux nutritionnels dans les stratégies de pays et dans les projets d'investissement appuyés par le Fonds international de développement agricole (FIDA). Rédigée à l'intention du personnel du FIDA, de ses consultants et de ses partenaires, elle doit leur fournir des ressources, des outils et des méthodes.
Elle inclut aussi des références à d'autres sources de données importantes. Elle est complétée par d'autres ressources, dont: i) la boîte à outils sur la production alimentaire familiale intégrée; ii) le guide pour la prise en compte de la nutrition dans les chaînes de valeur; iii) le cadre et la note pratique sur les investissements dans les espèces négligées ou sous-utilisées.

Concepts fondamentaux

Qu'est-ce que la malnutrition?

La **malnutrition** est un état de santé dégradé ayant pour cause des apports inadéquats, excessifs ou déséquilibrés en glucides, protéines ou lipides (macronutriments) et en vitamines et minéraux (micronutriments). Il existe trois formes de malnutrition: i) la dénutrition, due à des apports alimentaires insuffisants et à des maladies infectieuses à répétition; ii) les carences en micronutriments, notamment ceux considérés comme importants en matière de santé publique, comme le fer, l'iode, le zinc et la vitamine A; iii) le surpoids et l'obésité, résultant d'une consommation excessive, par rapport au niveau d'activité, de certains composants alimentaires, tels que les matières grasses et les sucres. La malnutrition est souvent considérée comme un double, voire comme un triple fardeau. Le double fardeau de la malnutrition est la coexistence des deux formes de malnutrition que sont la dénutrition et le surpoids ou l'obésité, ou d'autres maladies non transmissibles liées à l'alimentation. Le triple fardeau consiste en la coexistence des trois formes de malnutrition dans le même pays, dans la même famille ou chez le même individu.

La **dénutrition** inclut des formes de malnutrition tant aigües que chroniques. La **malnutrition aiguë**, ou **émaciation**, se caractérise par une perte rapide de masse grasse et de masse musculaire. Selon les données obtenues par les mesures corporelles, l'émaciation est considérée comme modérée ou grave.
La **malnutrition chronique**, ou **retard de croissance**, est une forme de retard de développement de l'enfant. À la différence de la malnutrition aiguë, la malnutrition chronique s'installe sur la durée. Un enfant souffrant d'un retard de croissance (malnutrition chronique) paraît normalement proportionné, mais a une taille inférieure à la norme pour son âge. Le retard de croissance peut commencer avant la naissance; il résulte d'une mauvaise nutrition maternelle, de pratiques alimentaires inappropriées, d'une qualité insuffisante des aliments et d'infections fréquentes qui ralentissent la croissance (Fonds des Nations Unies pour l'enfance [UNICEF]). C'est pour cette raison que les 1 000 premiers jours (de la conception au deuxième anniversaire de l'enfant), qui représentent "l'occasion ou jamais", sont la période la plus cruciale du développement de l'enfant, que l'on peut favoriser en apportant une nutrition et des soins de bonne qualité à la mère et à l'enfant.

Les **carences en micronutriments**, également connues sous le nom de "faim cachée", sont la conséquence d'apports inadéquats en micronutriments, ou d'une mauvaise absorption ou utilisation des micronutriments. Bien souvent, les signes cliniques et les symptômes de ces carences n'apparaîssent que lorsqu'elles sont déjà très graves, du fait d'apports insuffisants en vitamines et en minéraux, d'une absorption ou d'une utilisation insuffisantes des vitamines et des minéraux. Parmi les maladies nutritionnelles les plus connues, on peut citer l'anémie, le goitre, le scorbut, le béribéri et la pellagre.
La carence en micronutriments (faim cachée) peut passer inaperçue tant que ces symptômes n'apparaîssent pas.

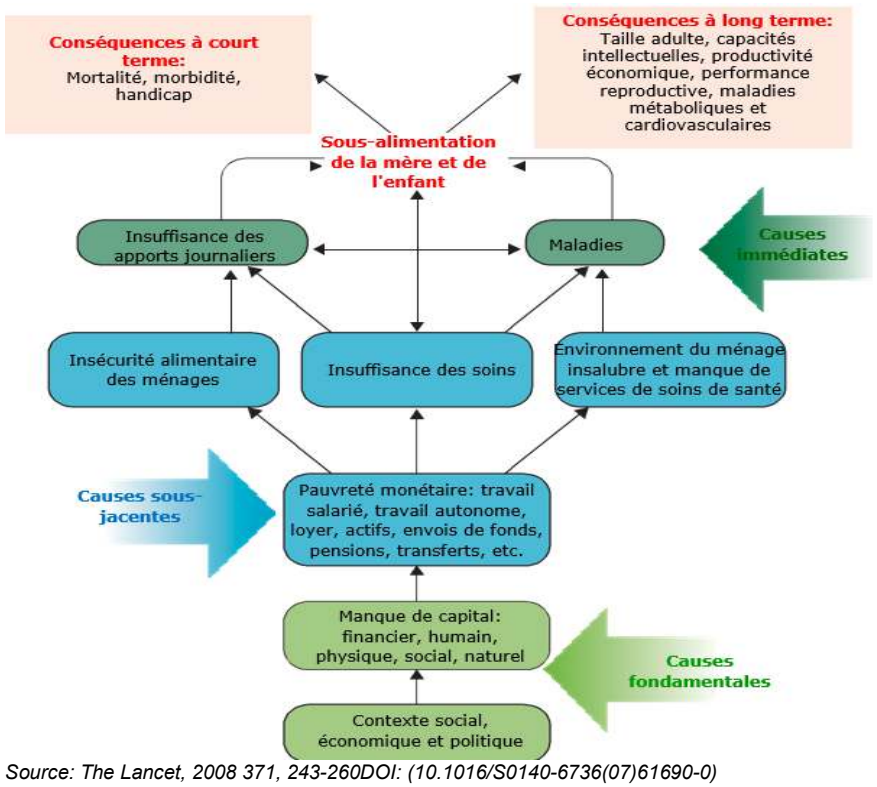
Le **surpoids** et l'**obésité** sont définis comme une accumulation excessive de graisses pouvant nuire à la santé[1]. La prévalence du surpoids et de l'obésité continue de croître partout dans le monde, y compris dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Un des principaux facteurs de cette prévalence qui connait une croissance rapide est la **transition nutritionnelle**, passage à de nouvelles habitudes alimentaires et à de nouveaux modes de consommation et de dépense d'énergie associés au développement économique, souvent dans le contexte de la mondialisation et de l'urbanisation. Au cours de cette transition, les glucides complexes, les fibres et les céréales secondaires se voient remplacés par de plus grandes quantités de graisses saturées, de sel, de sucres simples et d'aliments transformés.
Le nouveau régime tend également à être plus varié que l'ancien, avec un plus grand nombre de fruits, de légumes, et d'aliments d'origine animale (viande, lait, poisson). Lors des premières phases de cette transition, le niveau d'activité physique baisse, car le développement économique est corrélé à un mode de vie plus sédentaire, surtout en ce qui concerne le travail. Ainsi, à mesure que recule la dénutrition, on constate une hausse du surpoids et de l'obésité, entraînant la multiplication de maladies chroniques non transmissibles telles que le diabète ou les maladies cardiovasculaires.

Quelles sont les causes de la malnutrition?

Les causes de la dénutrition peuvent être immédiates, sous-jacentes ou fondamentales. La figure 1 illustre le *cadre conceptuel de la malnutrition* (The Lancet, 2008); on y établit une distinction entre ses trois types de causes. Les *causes immédiates* concernent les individus et sont associées à des apports alimentaires et nutritionnels insuffisants, ainsi qu'aux maladies. Les *causes sous-jacentes* influencent les familles et les communautés. Parmi ces causes, on peut citer l'insécurité alimentaire, les pratiques inadaptées en matière de soins aux mères et aux enfants et en matière d'alimentation des mères et des enfants, et un environnement insalubre. Les *causes fondamentales* sont liées aux structures, aux processus et aux phénomènes sociaux, comme le contexte socioculturel, économique et politique, les ressources financières, l'éducation et les facteurs environnementaux.

[1] Organisation mondiale de la Santé (OMS) - Normes de croissance pour les enfants âgés de moins de 5 ans; référence de croissance OMS pour les enfants âgés de 5 à 19 ans.

Figure 1. Cadre conceptuel des causes de la malnutrition



Source: The Lancet, 2008 371, 243-260DOI: (10.1016/S0140-6736(07)61690-0)

La cause fondamentale de l'obésité et du surpoids est un déséquilibre énergétique entre le nombre de calories consommées et le nombre de calories dépensées[2]. On constate partout dans le monde une hausse de la consommation d'aliments riches en énergie (notamment en acides gras) et une baisse de l'activité physique du fait de la nature de plus en plus sédentaire de nombreux métiers, de l'arrivée de nouveaux modes de transport et de l'urbanisation. Ces changements sont souvent la conséquence de changements environnementaux et sociétaux associés au développement, et d'un manque de politiques en faveur de secteurs tels que la santé, l'agriculture, le transport, la planification urbaine, l'industrie agroalimentaire, la distribution, la commercialisation et l'enseignement. L'obésité et le surpoids accroissent le risque de contracter des maladies non transmissibles.

[2] OMS, Obésité et surpoids – Principaux faits: https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/obesity-and-overweight.

Quelles sont les personnes les plus vulnérables face à la malnutrition?

La vulnérabilité face à la malnutrition a des dimensions physiologiques, socioculturelles et socioéconomiques. Les personnes les plus **vulnérables face à la dénutrition sur le plan physiologique** sont les femmes enceintes et les mères allaitantes, les enfants âgés de moins de 5 ans, les adolescentes, les personnes âgées et les personnes souffrant du virus de l'immunodéficience humaine ou du syndrome de l'imunodéficience acquise (VIH/sida). Les **vulnérabilités d'ordre socioculturel** touchent les groupes marginalisés comme les femmes et les filles. Les *adolescentes* sont particulièrement vulnérables face à la dénutrition découlant d'une grossesse précoce, qui augmente leurs besoins en nutriments. Dans les cultures où les mariages précoces sont encouragés, les mères adolescentes courent un plus grand risque de donner naissance à des bébés sous-alimentés présentant un faible poids à la naissance, ce qui prolonge le cycle intergénérationnel de la malnutrition. Les **groupes vulnérables sur le plan socioéconomique** incluent notamment les personnes handicapées et les réfugiés. Lors de la détermination de la vulnérabilité socioéconomique, il importe de considérer tous les types de vulnérabilité et toutes les interactions entre eux. Contrairement à la dénutrition, le surpoids et l'obésité frappent de la même manière l'ensemble de la population.

Interventions en faveur de la nutrition ou interventions tenant compte des enjeux nutritionnels?

Les interventions en faveur de la nutrition ciblent les causes immédiates de la malnutrition, telles que l'insuffisance des apports en aliments et en éléments nutritifs, les pratiques inadaptées en matière d'éducation des enfants, de soins et d'alimentation, et les maladies infectieuses. On peut notamment citer comme exemple de ce type d'intervention le traitement de la malnutrition aigüe sévère, la gestion des maladies, la supplémentation des mères et des enfants en micronutriments, l'encouragement de l'allaitement exclusif et l'enrichissement des aliments.

Les interventions tenant compte des enjeux nutritionnels ciblent les causes sous-jacentes de la malnutrition, telles que l'insécurité alimentaire des ménages, les mauvaises pratiques en matière de soins maternels et infantiles, et les environnements insalubres. Les interventions de ce type visent à rendre les aliments nutritifs plus accessibles à tout le monde et à tout moment, et à améliorer l'accès à l'eau propre, à l'hygiène, à l'assainissement, à l'enseignement, à l'emploi, aux soins de santé (particulièrement pour les mères et les enfants) et aux systèmes de protection sociale. Les interventions tenant compte des enjeux nutritionnels touchent à de nombreux secteurs, dont l'agriculture, l'enseignement, la protection sociale, le commerce et l'eau.

Chez les **peuples autochtones**, la transition nutritionnelle, caractérisée par une évolution rapide des habitudes alimentaires et par une perte des systèmes alimentaires traditionnels (souvent provoquée par une perte d'accès aux ressources foncières et du contrôle sur celles-ci, et par une dépendance aux produits alimentaires industriels), s'accompagne souvent d'une augmentation de la prévalence des maladies chroniques. Les projets devraient appuyer et renforcer les systèmes alimentaires des peuples autochtones, en partant de stratégies locales fondées sur l'alimentation et qui valorisent les systèmes agricoles et alimentaires traditionnels de ces peuples (ex.: culture itinérante et utilisation d'une gamme biodiversifiée de semences et de races indigènes, de produits forestiers non ligneux, d'herbes médicinales et d'espèces négligées ou sous-utilisées).

Qu'est-ce que l'agriculture tenant compte des enjeux nutritionnels?

L'agriculture intégrant les enjeux nutritionnels[3] est une approche qui vise à accroître le plus possible la contribution de l'agriculture à la nutrition. Elle intègre les nombreux avantages tirés de la diversification des sources d'aliments consommés et prend en considération le rôle joué par l'alimentation dans l'amélioration de la nutrition, de la santé et de la productivité. Elle fait également la part belle à l'importance sociale de l'alimentation et du secteur agricole, qui contribuent aux moyens d'existence ruraux. Une telle agriculture cible les ménages pauvres, promeut l'égalité des sexes et assure une éducation nutritionnelle, de sorte

[3] Nous voulons parler ici d'"agriculture" au sens large, incluant l'élevage, la pêche et la foresterie.

que les ressources des ménages puissent être utilisées pour améliorer la nutrition des personnes qui les composent, notamment celle des femmes et des jeunes enfants. Enfin, elle partage avec d'autres secteurs d'activité, tels que l'enseignement, la santé et la protection sociale, un même objectif: éliminer les causes profondes de la malnutrition.

Comment le développement agricole et rural peut-il contribuer à améliorer la nutrition?
La constatation que l'amélioration de la nutrition passe forcément par une action dans l'ensemble de la chaîne de valeur, de la production à la consommation en passant par la transformation et la commercialisation, a donné lieu une nouvelle approche plus globale, qui tient compte de l'ensemble du système alimentaire. Le **système alimentaire** inclut l'environnement, les personnes, les intrants, les processus, les infrastructures et les institutions associés à la production, à la transformation, à la distribution, à la préparation et à la consommation des denrées alimentaires. Il inclut également les produits de ces activités, qui peuvent avoir des incidences positives ou négatives sur l'environnement, l'économie et la société. Les **environnements alimentaires**[4] sont d'importants facteurs dans la détermination du régime alimentaire, car ce sont eux qui donnent aux individus leurs choix en matière d'alimentation. Un environnement alimentaire sain crée les conditions qui permettent aux personnes d'accéder à des aliments sains et d'opter pour ces aliments, tout en les y encourageant.

Les investissements dans le développement agricole et rural jouent un rôle important dans la lutte contre la faim et la malnutrition en assurant la disponibilité et l'accessibilité d'aliments nutritifs, sans danger et diversifiés pour tous et à tout moment, qu'ils proviennent du marché ou du champ de l'agriculteur.
La production de plantes riches en éléments nutritifs (dont les fruits et les légumes), la pisciculture commerciale ou à petite échelle et l'élevage d'animaux destinés à la production d'œufs, de viande ou de produits laitiers peuvent accroître et diversifier à la fois la consommation alimentaire et les sources de revenu. Les revenus générés par l'agriculture et par les entreprises rurales qui y sont associées peuvent contribuer de façon importante aux investissements réalisés par les ménages dans l'amélioration de leur régime alimentaire, dans l'enseignement, la santé, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, surtout en présence d'interventions portant sur l'éducation nutritionnelle. Les technologies permettant de diminuer le temps de travail dans l'agriculture peuvent réduire la charge de travail pesant sur les femmes et accroître le temps dont elles disposent pour prendre soin d'elles-mêmes et de leurs enfants et pour leur épanouissement personnel. De plus, l'adoption de pratiques sécurisées en matière d'agriculture et d'alimentation permet d'améliorer la santé publique, ce qui contribue à une meilleure nutrition.

L'éducation nutritionnelle et la communication pour le changement de comportement sont des composantes essentielles du développement agricole et rural tenant compte des enjeux nutritionnels.
Ces composantes jouent un rôle positif à plusieurs niveaux: elles encouragent la consommation d'aliments nutritifs (et réduisent la consommation d'aliments malsains comme les aliments ultratransformés, aussi appelée la "malbouffe"), permettent l'adoption de pratiques de préparation qui conservent les éléments nutritifs des produits, et luttent contre les pratiques sociales et culturelles aux incidences négatives sur les personnes vulnérables, telles que les grossesses précoces.

Investir dans un environnement politique et institutionnel propice contribue à promouvoir des approches multisectorielles et assure la durabilité. Parmi les mesures positives, on peut citer l'instauration de politiques et de programmes qui favorisent la nutrition, le renforcement de la coordination multisectorielle au moyen de partenariats et la mise en place de mécanismes d'apprentissage et de responsabilisation.

[4] Les environnements alimentaires incluent les denrées alimentaires accessibles aux personnes dans leur environnement quotidien, et tient compte de la qualité nutritionnelle, de la sécurité, du prix, de la commodité, de la présentation et de la promotion de ces denrées. Source: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Agir sur l'environnement alimentaire pour une alimentation saine (2016).

II. L'approche du FIDA en matière d'intégration des enjeux nutritionnels

Le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 prend acte du rôle crucial joué par la nutrition dans la transformation inclusive et durable du monde rural et la considère comme fondamentale pour renforcer les capacités productives des populations rurales pauvres (objectif stratégique 1) et la résilience des ménages ruraux. Comme cela transparaît dans son Plan d'action pour la nutrition 2019-2025, le Fonds vise à ce que 100% de ses programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) et 50% de ses nouveaux projets d'investissement conçus dans le cadre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (2019-2021) tiennent compte des enjeux nutritionnels. Soucieux d'accélérer l'intégration des enjeux nutritionnels dans ses opérations et de concrétiser les engagements pris dans le Plan d'action pour la nutrition 2019-2025, le Fonds a adopté les principes suivants:

- **Envisager les investissements sous l'angle de la nutrition.** Plutôt que d'investir dans des interventions séparées en faveur de la nutrition, le FIDA entend optimiser sa contribution à l'amélioration de la nutrition par une optique axée sur la nutrition lors de la conception et de la mise en œuvre de ses investissements pour l'agriculture, les systèmes alimentaires et le développement rural. Une attention particulière est accordée aux pays qui font une priorité de la lutte contre la malnutrition et à ceux souffrant d'un taux important de malnutrition. L'encadré 1 présente les critères à prendre en compte pour déterminer la priorité à donner aux investissements dans la nutrition au niveau du pays.

Encadré 1. Critères à prendre en compte pour déterminer la priorité à donner aux investissements dans la nutrition

Les critères suivants doivent être pris en compte pour définir les pays prioritaires en ce qui concerne les interventions dans la nutrition:

- **Taux de prévalence du retard de croissance chez les enfants âgés de moins de 5 ans:** faible: < 10%; moyen: 10-20%; élevé: 20-30%; très élevé: ≥30%
- **Taux de prévalence du surpoids chez les enfants âgés de moins de 5 ans:** faible: < 5%; moyen: 5-10%; élevé: 10-15%; très élevé: ≥15%

Source: UNICEF et OMS : Nouveaux seuils de prévalence de l'émaciation, du retard de croissance et du surpoids. (2018) ; OMS et Groupe de la Banque mondiale : Estimations conjointes sur la malnutrition infantile, (2018).

Indice de masse corporelle adulte: faible: 5-9% (suivi requis); moyen: 10-19% (mauvaise situation); élevé: 20-39% (situation grave); très élevé: ≥40% (situation critique)

L'OMS n'a pas encore défini de seuil concernant le surpoids et l'obésité chez les adultes.
En attendant que des seuils aient été établis, il est suggéré de prendre les mêmes seuils que ceux qui sont utilisés pour les enfants, avec les mêmes plafonds que pour l'insuffisance pondérale, mais pour une proportion supérieure à deux écarts types de la population globale.

Source: https://www.who.int/nutrition/nlis_interpretation_guide.pdf.

- **Assurer la cohérence et accroître l'efficacité en intégrant les enjeux nutritionnels dans les autres priorités transversales**, y compris l'environnement et le climat, l'égalité des sexes et les jeunes[5]. Cet objectif peut être atteint par une approche intégrée qui optimise les synergies et les complémentarités à chaque fois que c'est possible afin d'améliorer la nutrition, d'accroître la résilience et d'atténuer les risques. L'encadré 2 illustre les différents liens entre les enjeux nutritionnels et les priorités transversales du Fonds.
- **Adopter une approche multisectorielle et promouvoir la participation d'autres acteurs.** Résoudre le problème de la malnutrition nécessite une approche multisectorielle et l'implication d'une large palette de parties prenantes.

[5] Parmi les groupes cibles les plus vulnérables des projets appuyés par le FIDA, on trouve les peuples autochtones, les adolescentes et les personnes handicapées.

- **Adopter une approche tenant compte du cycle de vie.** Le FIDA aspire à améliorer la nutrition de tous les membres du ménage, en premier lieu en renforçant la qualité des régimes alimentaires. Toutefois, pour s'assurer que personne ne soit laissé pour compte, il convient de porter une attention particulière aux groupes les plus vulnérables, qui sont les enfants, les adolescentes et les femmes en âge de procréer, particulièrement les femmes enceintes ou allaitantes. Les interventions doivent être spécialement conçues pour prendre en compte leurs besoins nutritionnels spécifiques.

Encadré 2. Différents liens entre les enjeux nutritionnels et les priorités transversales du FIDA

Autonomisation des femmes et égalité des sexes. L'éducation des femmes, leur autonomisation et leur contrôle sur les ressources sont des facteurs cruciaux pour améliorer les résultats en matière de nutrition. Les effets des actions à ce niveau se font directement ressentir non seulement sur les femmes, mais aussi sur leur famille et leur communauté. Il est crucial de comprendre la façon dont les rôles qui échoient aux différents sexes déterminent la division du temps et du travail, l'accès aux ressources et le contrôle de ces ressources, la prise de décision au niveau des ménages, et la manière dont ces facteurs influencent la nutrition des femmes et de leurs enfants.

Jeunes. Les jeunes (femmes et hommes) sont perçus comme des agents du changement ayant un rôle essentiel à jouer dans la transformation des systèmes alimentaires et des moyens d'existence ruraux, ainsi que dans la modification des comportements qui engendrent les problèmes de nutrition. Les adolescentes sont un groupe particulièrement vulnérable, du fait de l'impact des grossesses précoces sur leur nutrition. Les projets tenant compte des enjeux nutritionnels créent des perspectives d'emploi pour les jeunes des zones rurales, investissent dans l'éducation et incluent la communication sur le changement comportemental dans le but de retarder l'âge du mariage et de la première grossesse.

Environnement et changements climatiques. Une meilleure résilience des systèmes agricoles et alimentaires aux changements climatiques peut grandement contribuer à améliorer la nutrition et la durabilité environnementale en accroîssant l'accès à des produits de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage nutritifs et résilients. En permettant de varier les choix en matière d'alimentation, le FIDA joue un rôle crucial en faveur de l'adoption de systèmes de production diversifiés et durables.

Enseignements tirés

Depuis 2010, le nombre de projets tenant compte des enjeux nutritionnels est en hausse constante dans l'ensemble du portefeuille du FIDA. En examinant les rapports de conception de projet du Fonds rédigés entre 2010 et 2018, on constate que la plupart des projets tenant compte des enjeux nutritionnels investissaient dans les domaines suivants: i) l'amélioration des systèmes alimentaires locaux (principalement par l'accroissement et la diversification de la production de denrées alimentaires); ii) l'éducation nutritionnelle et la communication pour le changement de comportement; iii) l'autonomisation des femmes sous des formes qui améliorent leur nutrition et celle de leur famille. Il existe une marge pour accroître les investissements liés à la nutrition: i) investir dans une diversification de la gamme de denrées alimentaires riches en éléments nutritifs, dont les espèces négligées ou sous-utilisées; ii) intégrer les questions de nutrition dans les chaînes de valeur alimentaires, au-delà de la production; iii) approfondir la reflexion sur les liens entre l'environnement, le climat et la nutrition; iv) augmenter les investissements dans l'eau, l'assainissement et l'hygiène; v) renforcer la concertation sur les politiques à mener pour améliorer la nutrition, en coordination avec d'autres secteurs non agricoles.

Certaines équipes de projet ont fait face à des difficultés lors de l'exécution et du suivi des activités liées aux enjeux nutritionnels. Celles-ci pourraient être liées à l'insuffisance des fonds alloués aux activités portant sur les enjeux nutritionnels et au manque de suivi des résultats et des produits au moment de la conception. D'après l'analyse des rapports de conception de projet rédigés entre 2010 et 2018, l'évaluation du coût des activités liées aux enjeux nutritionnels n'aurait pas été faite de façon exhaustive et systématique. Une autre difficulté se pose au niveau du suivi des principaux indicateurs de nutrition et des notifications à leur sujet dans le système de gestion des résultats opérationnels du Fonds. On trouve à l'étape 5 de la section 4 et à l'annexe 9 des conseils sur la meilleure façon d'évaluer les coûts des activités liées aux enjeux nutritionnels et de suivre leurs résultats.

En outre, il ressort de l'analyse des données que la participation de spécialistes de la nutrition aux missions de conception est un facteur essentiel pour que le Fonds investisse davantage dans la nutrition et s'assure de la qualité de la conception.

III. Intégrer les enjeux nutritionnels dans les programmes d'options stratégiques pour les pays et les notes de stratégie de pays

Les COSOP axés sur les résultats et les notes de stratégie de pays définissent le programme appliqué par le Fonds en matière de développement rural dans les pays avec lesquels il collabore activement[6]. D'une part, chaque COSOP couvre une période allant de trois à six ans, et peut être éventuellement prolongé de trois ans au plus lorsqu'aucun changement n'est à prévoir dans les priorités ou la stratégie relatives au pays en question. D'autre part, les notes de stratégie de pays s'appliquent pour deux ans au plus dans des pays au contexte vulnérable (ex.: conflit, période électorale). Quel que soit le type de document, on s'attend à ce que les principaux enjeux nutritionnels soient intégrés dans l'ensemble des stratégies de pays. Les notes correspondantes devraient cerner les principaux problèmes nutritionnels dans le contexte de la pauvreté rurale.

Concevoir un COSOP tenant compte des enjeux nutritionnels: directives à suivre étape par étape

Un COSOP tenant compte des enjeux nutritionnels établit clairement la relation entre les objectifs stratégiques du programme de pays et les améliorations pouvant être apportées dans la diversité du régime alimentaire et pour des habitudes de vie plus saines. Il devrait expliquer la manière dont le Fonds se conformera aux priorités nationales pour, grâce à sa stratégie d'investissement, résoudre les problèmes nutritionnels qui touchent les populations rurales ciblées. Le tableau 1 donne les critères fondamentaux auxquels devrait satisfaire un COSOP tenant compte des enjeux nutritionnels.

Tableau 1. Critères fondamentaux auxquels devrait satisfaire un COSOP tenant compte des enjeux nutritionnels

Type d'opération	Critères fondamentaux
COSOP tenant compte des enjeux nutritionnels	✓ Une analyse de la situation du pays en matière de nutrition a été réalisée. ✓ Le programme de pays décrit clairement la manière d'atteindre les résultats voulus sur le plan nutritionnel grâce à sa stratégie d'investissement, et renforce les initiatives nationales visant à obtenir des résultats nutritionnels positifs pour les groupes vulnérables.

Pour concevoir un COSOP tenant compte des enjeux nutritionnels, il faut suivre les grandes étapes suivantes:

1. analyser la situation nutritionnelle du pays;
2. définir des stratégies appropriées pour résoudre les problèmes nutritionnels;
3. définir une théorie du changement qui tient compte des résultats, des produits, des activités et des indicateurs liés aux enjeux nutritionnels.

Qui est responsable? L'équipe d'exécution du COSOP est responsable de la rédaction du COSOP. Cette équipe inclut le directeur ou la directrice de pays, l'économiste régional(e) et un membre de la Division environnement, climat, genre et inclusion sociale (ECG). Le membre d'ECG est chargé d'intégrer l'ensemble des priorités transversales (y compris la nutrition) et collabore étroitement avec des experts thématiques.

Les trois étapes à suivre pour la conception du COSOP sont similaires à celles qui président à la conception des projets. Ces étapes sont décrites plus en détail à la section IV.

[6] Directives et procédures révisées applicables aux programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats; EB 2018/125/R.24, novembre 2018.

Étape 1. Analyser la situation nutritionnelle au niveau du pays

L'analyse nutritionnelle qui sous-tend la rédaction du COSOP repose essentiellement sur des données secondaires. Cette analyse cherche à fournir un aperçu de la situation nutritionnelle au niveau national, sans entrer plus en détail au niveau infranational comme c'est le cas pour la conception des projets. Les données de l'analyse de la situation nutritionnelle sont reprises dans l'étude contextuelle des procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) qui couvre les domaines transversaux prioritaires du Fonds, la stratégie de ciblage et l'ensemble du processus de conception du COSOP[7]. Contrairement à la conception de projets, une mission dans le pays n'est pas toujours requise pour la conception d'un COSOP. Au cas où une mission serait nécessaire, elle peut être appuyée par des membres du personnel du FIDA collaborant avec des experts en nutrition d'ECG. On trouve à l'annexe 2 un modèle de mandat pour les spécialistes de la nutrition et de l'inclusion sociale chargés d'appuyer les missions de conception de projet ou de COSOP. Dans l'idéal, les études contextuelles devraient être réalisées avant la mission de conception du COSOP.

Étape 2. Définir des stratégies appropriées pour résoudre les problèmes nutritionnels

La deuxième étape consiste à définir des stratégies pour résoudre les problèmes nutritionnels. Vu que de nombreux pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire souffrent d'un double, voire d'un triple fardeau lié à la malnutrition, les interventions destinées à optimiser les améliorations en matière de nutrition dépendront des taux de prévalence, des groupes cibles et des potentialités. Par conséquent, il importe de définir les groupes cibles et la manière dont ils tireront avantage des interventions liées à la nutrition. Il faut également considérer les enjeux nutritionnels à chaque fois qu'il est question de thématiques transversales telles que l'égalité des sexes, les jeunes et les changements climatiques et environnementaux, comme indiqué dans la note sur les PESEC. Par exemple, comment les changements climatiques se traduiront-ils sur le plan nutritionnel? Comment les schémas liés à la répartition des rôles selon les différents sexes influencent-ils la nutrition? Il faut également noter que la sécurité alimentaire et nutritionnelle de certains pays est vulnérable face à des risques tels que la dépendance aux denrées importées, l'instabilité du prix des denrées alimentaires, l'instabilité sociale et les conséquences des changements climatiques.

Étape 3. Définir une théorie du changement qui tient compte des résultats, des produits, des activités et des indicateurs liés aux enjeux nutritionnels

La troisième étape vise à définir une théorie du changement qui décrit en détail la manière dont les objectifs stratégiques du COSOP permettront de résoudre les problèmes nutritionnels relevés. Les objectifs stratégiques du COSOP sont définis en tenant compte des objectifs de développement du pays et de l'avantage relatif du FIDA, du Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable[8] et de la stratégie adoptée par les autres organismes pour ce pays. Les objectifs stratégiques devraient permettre de s'assurer que les opérations menées par le FIDA dans le pays apportent des changements positifs du sur le plan de la nutrition, dans la ligne des priorités nationales et des objectifs de développement durable. La théorie du changement devrait également envisager d'autres stratégies pour atteindre les objectifs en matière de nutrition qui ont été fixés pour les activités de prêt et hors prêt du Fonds. La procédure analytique est la même que celle employée pour la conception de projets.

[7] Directives et procédures révisées applicables aux programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats, EB 2018/125/R.24, novembre 2018.

[8] Auparavant connu sous le nom de "Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement".

Le tableau 2 présente des exemples de la manière dont les objectifs stratégiques du COSOP peuvent être formulés dans le cadre de gestion des résultats afin de résoudre les problèmes nutritionnels du pays. Il explique aussi comment cerner les angles d'attaque pour systématiquement intégrer les enjeux nutritionnels. L'annexe 4 donne des exemples d'intégration des enjeux nutritionnels dans les COSOP de différents pays.

Tableau 2. Établir des liens entre les objectifs stratégiques du COSOP et les enjeux nutritionnels, et cerner les angles d'attaque

Pays	Enjeu nutritionnel	Objectif stratégique	Angle d'attaque du point de vue nutritionnel
Bénin	On estime qu'un tiers des ménages du pays souffrent d'instabilité alimentaire. Malgré de récentes améliorations, la prévalence du retard de croissance parmi les enfants âgés de moins de 5 ans est toujours de 34%, ce taux étant considérablement plus élevé dans les zones rurales. La malnutrition dans les zones rurales est corrélée à un taux de pauvreté élevé (43%), au faible accès à l'eau potable, à la faible diversification de la production agricole, à la faible productivité et à l'exposition aux risques climatiques.	La capacité productive, la résilience aux changements climatiques et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales vulnérables sont durablement améliorées.	L'objectif global de la stratégie de pays est de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et à l'amélioration de la sécurité nutritionnelle et alimentaire des ménages vulnérables. Par conséquent, le COSOP propose les mesures suivantes: i) diversifier la production agricole en encourageant la production de cultures riches en éléments nutritifs; ii) dispenser une éducation nutritionnelle et un accès aux informations sur la nutrition; iii) encourager la transformation des denrées alimentaires pour améliorer la qualité nutritionnelle dans la chaîne de valeur; iv) appuyer la formation du personnel des services de conseil agricole sur les enjeux nutritionnels.
Pakistan	Malgré une baisse de la pauvreté, 60% de la population du pays reste confrontée à l'insécurité alimentaire, et près de 50% des enfants ruraux souffrent de malnutrition chronique. Cette situation est liée au manque d'éducation des mères, à de mauvaises pratiques en matière d'alimentation des enfants, de santé et d'assainissement, et à des apports alimentaires insuffisants. Même certaines familles disposant de réserves suffisantes de produits alimentaires souffrent de malnutrition et de carences en nutriments.	Renforcer la résilience pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable grâce à des partenariats destinés à appuyer le plan d'action national "Faim zéro".	Pour consolider la résilience en faveur d'une sécurité nutritionnelle durable, des efforts seront consacrés pour que l'ensemble des projets de développement à assise communautaire tiennent compte des enjeux nutritionnels. Cet objectif sera atteint par des interventions telles que: i) l'intégration d'une véritable éducation nutritionnelle dans tous les projets, tenant notamment compte des besoins alimentaires des enfants, de pair avec l'amélioration des pratiques en matière de santé et d'assainissement; ii) l'amélioration de la qualité de la transformation, de la conservation et de la préservation des denrées alimentaires; iii) la gestion des greniers communautaires par les femmes; iv) l'accroissement du marché pour les produits riches en éléments nutritifs et l'amélioration de l'accès des groupes vulnérables au marché. Pour pouvoir répondre aux besoins des ménages les plus pauvres, des programmes de protection sociale et de soutien nutritionnel ciblant les femmes et les enfants sont également envisagés.

Source: COSOP pour la République du Bénin, 2018-2022; COSOP pour la République islamique du Pakistan, 2016-2021.

IV. Intégrer les enjeux nutritionnels dans les projets d'investissement du FIDA

Les projets d'investissement du FIDA sont financés par le Fonds et exécutés par ses collaborateurs présents dans le pays, avec le soutien du siège. Le Fonds supervise la totalité des projets qu'il finance et fournit un appui à leur exécution.

Concevoir un projet tenant compte des enjeux nutritionnels

Pour qu'un projet soit considéré comme tenant compte des enjeux nutritionnels, il doit satisfaire à différents critères fondamentaux. Voir le tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3. Critères fondamentaux à satisfaire pour les projets d'investissement tenant compte des enjeux nutritionnels

Type d'opération	Critères fondamentaux
Projet tenant compte des enjeux nutritionnels	✓ Une analyse de la situation nutritionnelle a été réalisée. ✓ Les résultats en matière de nutrition sont clairement articulés, et l'itinéraire à suivre pour l'obtention de chacun de ces résultats a été défini. Des indicateurs nutritionnels pertinents portant sur les résultats et les produits ont été intégrés dans le cadre logique du projet. ✓ Des activités axées sur les enjeux nutritionnels ont été incluses dans le projet, et des ressources ont été affectées à leur exécution dans différents postes budgétaires. ✓ Les modalités d'exécution des activités tenant compte des enjeux nutritionnels ont été définies.

La présente section fournit des directives à suivre étape par étape[9] pour intégrer les enjeux nutritionnels dans la conception des projets d'investissement du FIDA. Ces étapes ont été définies pour guider les utilisateurs au fil des principales phases de la procédure de conception; cependant, dans la pratique, certaines de ces étapes pourraient êtres regroupées. Par exemple, le coût des activités liées aux enjeux nutritionnels pourrait être évalué en même temps que la définition de ces activités.

Les **principales étapes** sont les suivantes:

1. analyser la situation nutritionnelle dans la zone du projet;
2. définir des stratégies pertinentes pour résoudre les problèmes nutritionnels;
3. définir pour le projet une théorie du changement qui tienne compte des résultats, des produits, des activités et des indicateurs liés aux enjeux nutritionnels;
4. définir les modalités d'exécution des activités liées aux enjeux nutritionnels;
5. évaluer le coût de ces activités;
6. élaborer le plan de travail et budget annuel.

Qui est responsable? La responsabilité globale de l'intégration des enjeux nutritionnels dans les projets financés par le Fonds incombe à l'équipe d'exécution du projet, sous l'égide du directeur ou de la directice de pays et du ou de la spécialiste technique principal(e) du projet. Le membre de l'équipe provenant d'ECG est chargé d'intégrer les priorités transversales, en collaboration avec les experts thématiques.
De plus, le membre d'ECG est responsable de la préparation du cahier des charges en matière d'enjeux nutritionnels que doivent suivre les membres participant à la mission de conception, et, de concert avec les experts en nutrition d'ECG, aide à recruter un ou une consultant(e). L'annexe 1 fournit un modèle de cahier des charges pour l'analyse de la situation nutritionnelle, pouvant être adapté en vue de son intégration dans le mandat de la mission de conception.

[9] Adapté de: i) L. De la Peña et J. Garrett, Chaînes de valeur et enjeu nutritionnel, Guide pour la conception des projets, Volumes I et II, Rome: FIDA (2018); ii) FAO (2015), Concevoir des programmes d'investissement agricoles sensibles à la nutrition, Rome: FAO (2015); iii) Guide pour la formulation de programmes, Rome: FAO; iv) Programme alimentaire mondial (PAM), *Unlocking WFP's potential: Guidance for nutrition-sensitive programming* (en anglais), Rome: PAM (2017); v) Banque mondiale, *Prioritizing nutrition in agriculture and rural development: Guiding principles for operational investments* (en anglais), Washington DC: Banque mondiale (2012).

Étape 1. Analyser la situation nutritionnelle dans la zone du projet

De quoi s'agit-il? L'analyse multisectorielle de la situation nutritionnelle recense les principaux problèmes nutritionnels auxquels est confronté le groupe cible dans la zone du projet, leurs causes sous-jacentes, les politiques et programmes en vigueur, les parties prenantes et les mécanismes de coordination. Elle fournit des données pouvant être utilisées pour la note du projet relative aux PESEC, pour la stratégie de ciblage et pour l'ensemble du processus de conception. L'interprétation de ces données est cruciale pour une bonne compréhension des activités qui devraient être proposées pour améliorer la nutrition dans le pays et dans la zone du projet. C'est pourquoi il est important que l'équipe de conception du projet inclue un membre expert en nutrition qui comprend la relation entre les systèmes alimentaires et agricoles et les enjeux nutritionnels.

Comment procéder? Avant la mission de conception, les données nutritionnelles secondaires devraient être collectées au niveau de la zone du projet et du cadre national[10]. Il ne faut pas oublier de consulter le COSOP précédent, les derniers rapports de conception de projets du FIDA et le Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, ces documents pouvant fournir des informations d'intérêt sur les enjeux nutritionnels, les parties prenantes et la couverture géographique des interventions du Fonds. Il importe également de prendre contact avec l'équipe de pays du Fonds et avec les autres parties prenantes présentes dans le pays pour avoir accès aux documents non disponibles dans le domaine public. Lors de la préparation de la mission de conception, planifier différents entretiens avec des informateurs clés[11] provenant des différents groupes de parties prenantes pour combler les lacunes dans les connaissances et valider les informations tirées de l'étude préliminaire. Remarque: l'analyse de la situation nutritionnelle ne peut être conclue qu'une fois la couverture géographique du projet confirmée. L'annexe 2 présente un résumé des questions de recherche, des sources de données secondaires et des éventuels informateurs clés devant être consultés lors de l'analyse nutritionnelle.

Étape 2. Définir des stratégies appropriées pour résoudre les problèmes nutritionnels

De quoi s'agit-il? Cette étape vise à évaluer la situation nutritionnelle dans le contexte social, politique, économique, environnemental et climatique au moyen de données issues des PESEC. Cette évaluation implique notamment de cerner les groupes les plus vulnérables, de définir les possibilités d'intervention et les résultats pouvant être obtenus dans le cadre du projet.

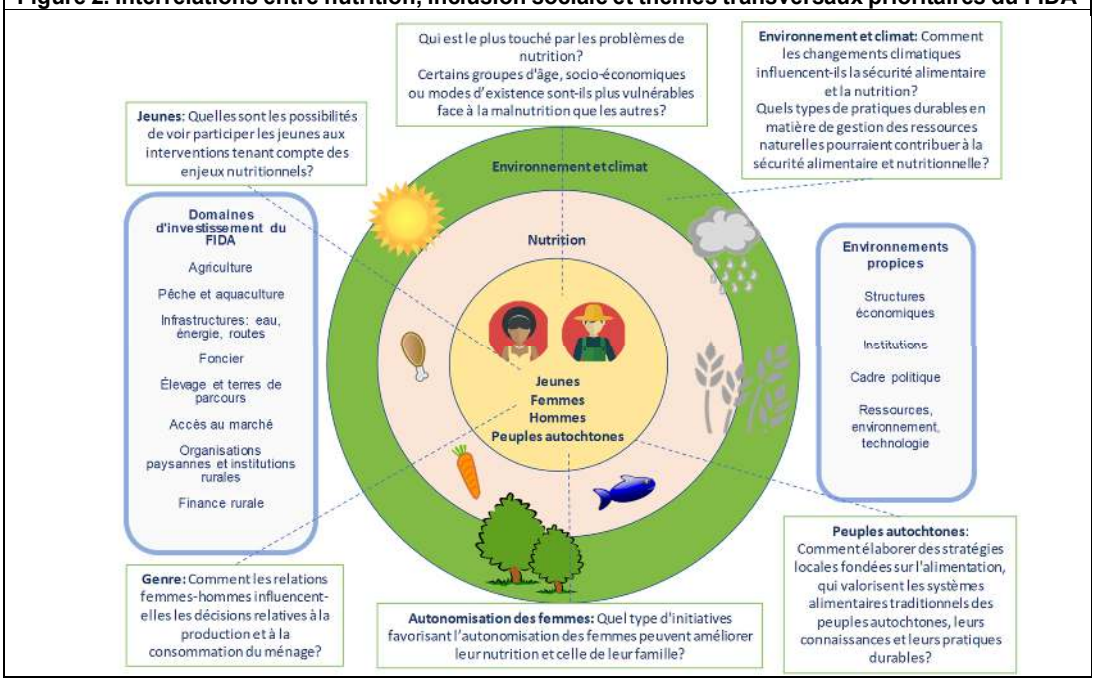
Comment procéder? Les questions suivantes contribueront à définir des stratégies appropriées en matière de nutrition.

a. Qui sont les groupes cibles vulnérables sur le plan nutritionnel? D'après quels critères ces groupes ont-ils été sélectionnés? Quels sont les traits qui les distinguent des autres groupes ciblés par le projet? Quelles stratégies devraient être employées pour s'assurer qu'ils bénéficient du projet? Quelle est la nature de leur vulnérabilité?
b. Ayant considéré les facteurs sociaux, politiques, économiques, environnementaux et climatiques relevés par les PESEC, quelles sont les meilleures stratégies pour affronter les problèmes nutritionnels? Quel ensemble d'actions portant sur les enjeux nutritionnels a la meilleure faisabilité? À quel point ces interventions sont-elles adaptées au contexte local et aux groupes cibles cernés? Quelles interventions sont complémentaires des autres priorités du FIDA que sont l'égalité des sexes, l'autonomisation des jeunes, l'inclusion sociale, les peuples autochtones, l'environnement et les changements climatiques ainsi que la résilience des systèmes alimentaires locaux? La figure 2 illustre les différents liens entre les enjeux nutritionnels et les priorités transversales du FIDA devant être considérés à cette étape.
c. En quoi ces stratégies se conforment-elles aux priorités nationales, à la nécessité d'une approche multisectorielle et d'une collaboration avec des partenaires ainsi qu'au mandat du Fonds? Il importe également que les stratégies choisies en matière de nutrition trouvent leur place dans le contexte global du projet. L'annexe 6 présente certains domaines d'investissement du Fonds et des exemples d'activités qui intègrent les enjeux nutritionnels aux opérations qu'il finance.

[10] Les rapports nationaux fournissent généralement des informations ventilées par zone géographique, ce qui permet de se faire une idée précise de la situation nutritionnelle dans la zone du projet. Des données locales peuvent également avoir été collectées par des organisations non gouvernementales (ONG) internationales telles que Concern, Action contre la faim International et Vision du monde.

[11] On peut compter parmi les informateurs clés les membres du personnel des organismes de développement internationaux, les représentants de l'État à l'échelon national ou infranational, lesmembres de communautés ou d'institutions locales, les universités, les centres de recherche et les acteurs du secteur privé.

Figure 2. Interrelations entre nutrition, inclusion sociale et thèmes transversaux prioritaires du FIDA



d. Comment optimiser la contribution du projet à l'amélioration de la nutrition parmi les groupes cibles vulnérables identifiés? Quels résultats peut-on obtenir au vu de l'analyse des points a), b) et c) ci-dessus? Quels sont les itinéraires d'impact que devra suivre le projet pour obtenir les résultats envisagés sur le plan nutritionnel? Ces questions font ressortir les relations causales entre les problèmes nutritionnels relevés, les interventions proposées, les produits et effets escomptés, et l'impact voulu sur la nutrition. Par exemple, si le résultat souhaité est l'amélioration de la qualité du régime alimentaire des groupes ciblés, peut-on atteindre cet objectif en améliorant la production d'aliments nutritifs par les ménages, ou en accroissant le revenu des ménages pour qu'ils soient à même d'acheter des denrées alimentaires riches en nutriments? Cet objectif ne pourrait-il également être atteint en faisant en sorte que des aliments nutritifs soient disponibles sur le marché à des prix plus accessibles? Le choix entre ces différentes options dépend du contexte, de la nature des problèmes nutritionnels relevés et des carences détectées dans la zone du projet.

e. Quels groupes cibles seraient les premiers concernés par les interventions proposées? Il faut se rappeler que certaines interventions pourraient cibler le ménage dans son ensemble (ex.: production d'aliments), tandis que d'autres pourraient se concentrer sur un groupe plus spécifique (comme les adolescentes, ou les jeunes en général), ou une communauté en particulier. Les interventions relevant de cette dernière catégorie cherchent souvent à renforcer la disponibilité des aliments nutritifs sur le marché, les systèmes alimentaires ou l'échange de denrées alimentaires dans les communautés autochtones. L'encadré 3 présente un exemple d'intervention en Indonésie.

Encadré 3. Cibler les adolescentes dans les interventions portant sur les chaînes de valeur tenant compte des enjeux nutritionnels: le cas de l'Indonésie

Suite à l'analyse de la situation nutritionnelle réalisée dans le cadre du Projet d'amélioration des moyens de subsistance des petits exploitants dans la partie orientale de l'Indonésie, financé par le FIDA, il a été établi que les adolescentes étaient particulièrement vulnérables face à l'insécurité nutritionnelle. Les jeunes filles passaient toujours au dernier plan lors des repas, et se trouvaient dans une situation bien plus désavantageuse que les autres groupes en ce qui concerne les apports d'énergie et de protéines; elles consommaient très peu de fruits et de légumes. Pour résoudre ce problème, l'équipe du projet a fait des adolescentes un groupe cible prioritaire: plutôt que de sélectionner des aliments destinés à la population dans son ensemble, puis a sélectionné des aliments permettant de résoudre les carences alimentaires des adolescentes. Des mesures complémentaires ont été prises pour assurer la participation active de ce groupe aux activités du projet.

Adapté de L. De la Peña et J. Garrett (2018).

Étape 3. Définir pour le projet une théorie du changement qui tient compte des résultats, des produits, des activités et des indicateurs

De quoi s'agit-il? La théorie du changement du projet devrait inclure l'itinéraire d'impact nutritionnel défini à l'étape 2 ci-dessus, pour que le FIDA veille à ce que le projet atteigne bien les résultats attendus sur le plan nutritionnel relevés lors de la phase de conception. Cette étape permet de mieux préciser la formulation initiale de l'itinéraire d'impact, des résultats, des produits et des interventions à partir des données tirées de l'analyse des PESEC. Elle permet aussi d'établir des indicateurs appropriés, tenant compte des enjeux nutritionnels. Une bonne compréhension de l'itinéraire et de son effet attendu sur la nutrition permet de faire ressortir les possibilités qui s'offrent pour optimiser les avantages nutritionnels tout en limitant les risques au maximum (dont les risques sanitaires ou les risques liés à une hausse de la charge de travail pour les femmes). L'annexe 5 donne un exemple d'un projet conçu pour le Guyana, qui intègre dans sa théorie du changement des considérations liées aux enjeux nutritionnels, et dans lequel sont clairement définis les itinéraires d'impact nutritionnel.

Comment procéder? Lors de la formulation de la théorie du changement du projet, il faut veiller à ce que l'amélioration de la nutrition fasse partie des principaux résultats. Définir l'objectif, les stratégies et les composantes du projet et s'assurer que les itinéraires d'impact nutritionnel soient clairement intégrés dans la théorie du changement. Remarque: les enjeux nutritionnels ne doivent pas nécessairement constituer une composante à part entière, ils peuvent tout à fait être intégrés dans une ou plusieurs composantes du projet.

Définir des indicateurs propres aux aspects nutritionnels: De concert avec l'équipe d'exécution du projet et avec les spécialistes du suivi-évaluation, veiller à ce que le cadre logique du projet incorpore les indicateurs de base du FIDA propres aux aspects nutritionnels en ce qui concerne les résultats et les produits, ces indicateurs pouvant être repris dans le Système de gestion des résultats opérationnels. Le FIDA a adopté trois **indicateurs de base** tenant compte des enjeux nutritionnels[12] (un portant sur les produits, deux sur les résultats) pouvant être employés en guise de référence.

Dans les projets du FIDA, des possibilités pour améliorer la nutrition à différents niveaux des chaînes de valeur peuvent se présenter, notamment grâce à: i) la hausse de la production des ménages et de leur accès à des aliments nutritifs et riches en nutriments; ii) la diffusion de pratiques post-récolte qui préservent et renforcent la qualité nutritionnelle des denrées alimentaires et leur disponibilité tout au long de l'année par des techniques sécurisées de transformation et de conservation; iii) l'organisation d'un système de transport sécurisé etassuré; iv) l'éducation nutritionnelle pour encourager les consommateurs à faire des choix alimentaires plus sains; v) l'autonomisation des femmes et des jeunes sous des formes qui améliorent la nutrition, vi) la facilitation de l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène.

[12] Les indicateurs de base sont intégrés au cadre logique du projet lors de sa conception et sont repris dans les systèmes de suivi-évaluation. Pour chaque projet, la sélection des indicateurs se fait en tenant compte de l'orientation thématique du projet et des interventions spécifiques devant être mises en œuvre. Source: FIDA, Porter le Système de gestion des résultats et de l'impact à l'étape suivante (2017): https://webapps.ifad.org/members/eb/120/docs/french/EB-2017-120-R-7-Rev-1.pdf.

Voir l'encadré 4 et l'annexe 7 pour une description complète de ces indicateurs. Il importe également de définir des objectifs et des seuils de référence pour chaque indicateur, afin de guider l'équipe d'exécution du projet.

Encadré 4. Les indicateurs de base pour la nutrition

i. **Diversité alimentaire minimale chez les femmes (MDD-W):** *Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans consommant au moins 5 des 10 groupes d'aliments.* Cet indicateur mesure la diversité du régime alimentaire des femmes pour en évaluer la qualité. Il permet de mesurer de façon indirecte l'adéquation de la consommation de micronutriments (vitamines et sels minéraux) par les femmes, et celle des apports nutritionnels à l'échelle du ménage.

ii. ***Pourcentage des personnes ciblées qui ont amélioré leurs connaissances, leurs attitudes et leurs pratiques concernant la nourriture, l'alimentation, les soins et l'hygiène:*** Lorsque le projet inclut des activités telles que l'éducation nutritionnelle, le conseil, la communication pour le changement de comportement ou la transmission par les médias de masse de messages portant sur la nutrition et la cuisine, le résultat en est mesuré par des sondages sur les connaissances, les attitudes et les pratiques. L'annexe 7 fournit des directives temporaires pour les comptes rendus portant sur les indicateurs nutritionnels du FIDA.

iii. **Indicateur de produit:** *Nombre de ménages ayant reçu un appui à l'amélioration de leur nutrition*. Ces données devraient être ventilées selon le sexe, le statut du chef de ménage, l'âge et le caractère autochtone ou non.

Étape 4. Définir les modalités d'exécution des activités tenant compte des enjeux nutritionnels

De quoi s'agit-il? Les modalités d'exécution sont des plans pour la mise en œuvre des activités tenant compte des enjeux nutritionnels dans le cycle de vie du projet. Elles devraient transparaître clairement dans le manuel d'exécution du projet et devraient inclure des plans pour la collaboration avec des partenaires dans le but de tirer parti de l'avantage relatifde chaque partenaire et de résoudre les problèmes nutritionnels grâce à une approche multisectorielle. Les partenariats permettent de tirer parti desfinancements, des savoirs et des capacités, et d'élargir plus facilement la portée des interventions. L'encadré 5 résume les aspects devant être pris en compte lors de la rédaction du manuel d'exécution du projet.

Encadré 5. Les enjeux nutritionnels dans le manuel d'exécution du projet

Points à considérer lors de la définition des modalités d'exécution pour les interventions tenant compte des enjeux nutritionnels:

- ✓ Les modalités institutionnelles du projet devraient comporter une description des ressources humaines nécessaires (ex.: spécialiste en nutrition ou expert en coordination des questions de nutrition dans le manuel). Des compétences clairement définies peuvent orienter le recrutement d'experts en nutrition et garantissent que des ressources financières suffisantes soient allouées à chaque poste.
- ✓ Les activités tenant compte des enjeux nutritionnels devraient être explicitement incluses dans des postes budgétaires spécialement consacrés, et faire l'objet de comptes rendus.
- ✓ Les mécanismes d'exécution des activités tenant compte des enjeux nutritionnels devraient être clairement décrites.
- ✓ Les accords de partenariats devraient bien définir les rôles, les responsabilités et les contributions de chacun des partenaires (sur les plans technique comme financier), ainsi que les cahiers des charges.
- ✓ Les mécanismes de collecte, d'analyse, d'interprétation, de compte rendu et de partage des données liées aux enjeux nutritionnels devraient être définis.
- ✓ Le budget du projet devrait tenir compte de tous les coûts des activités axées sur la nutrition ainsi que des activités telles que le suivi-évaluation.

Comment procéder? Définir les mécanismes de mise en œuvre pour les activités tenant compte des enjeux nutritionnels. Par exemple, ces activités pourraient être réalisées par des agents de vulgarisation, par des organisations communautaires, par le secteur privé, par des organisations paysannes ou par d'autres acteurs. Une fois que l'on a défini qui seront les personnes qui mettront en œuvre ces activités, il faut évaluer leurs capacités (du point de vue des ressources humaines, techniques et financières) à effectivement réaliser ces activités, et, en cas de besoin, prévoir des activités de renforcement des capacités. L'encadré 6 présente des exemples de mise en œuvre au moyen d'approches communautaires.

Encadré 6. Mise en œuvre par des approches communautaires

Au **Mozambique**, dans le cadre duProjet de prévention du VIH/sida et d'amélioration de la nutrition en zones côtières (CHAPANI), appuyé par le FIDA, une approche communautaire a été adoptée pour sensibiliser les populations de pêcheurs aux enjeux liés à la nutrition et au VIH/sida. Les chefs traditionnels et religieux, les membres des associations de pêcheurs et des volontaires issus de la population locale ont tous bénéficié d'activités de renforcement des capacités afin de les rendre à même de mieux comprendre les enjeux nutritionnels et sanitaires et d'apprendre comment prévenir et traiter la malnutrition et le VIH. Ces personnes étaient ensuite invitées à jouer le rôle de référent dans leur communauté dans le but de diffuser ces messages.

Au **Sénégal**, l'implication des chefs religieux et communautaires en tant qu'agents de promotion d'une meilleure nutrition a été cruciale pour sensibiliser les communautés aux enjeux nutritionnels. Les chefs religieux ont été formés à améliorer la prise de conscience des problèmes nutritionnels par les populations et à encourager l'adoption de comportements positifs en matière de nutrition. Ces agents de promotion nutritionnelle ont également favorisé le début d'une meilleure collaboration avec les autorités locales et les acteurs de la santé (représentants de l'État, conseils ruraux, chefs de village, centres de santé locaux). Cette approche a généré d'importants résultats en ce qui concerne le nombre de personnes touchées et de bonnes pratiques adoptées.

Dans la **République démocratique populaire lao**, les groupes de promotion de la nutrition et du revenu des femmes mis en place par CARE International et par l'Union des femmes lao réunissent les femmes locales dans le but de trouver des solutions capables de répondre à leurs besoins. Les activités de ces groupes incluent la formation à la préparation de repas nutritifs pour toute la famille au moyen de denrées locales et tenant compte des disponibilités saisonnières. Même si ces groupes se concentrent avant tout sur les enjeux nutritionnels, y compris la production de denrées alimentaires pour la consommation des ménages (étangs piscicoles, agriculture, etc.), ils sont également encouragés à tenir compte d'autres aspects de la vie des femmes qui ont un effet sur la nutrition, tels que la charge de travail, le revenu et la santé.

Sources: FIDA, Évaluation du projet CHAPANI, Mozambique (2015); Initiative Renforcer la nutrition, Empowering women and girls to improve nutrition: Building a sisterhood of success, Issue 6 (2016); Initiative Renforcer la nutrition, Women's income and nutrition groups: By women for women (https://scalingupnutrition.org/news/).

En plus de l'équipe du projet, les fournisseurs de services et les partenaires d'exécution tels que les ONG locales et les agents de vulgarisation agricole interagissent fréquemment avec les populations. Renforcer les capacités du personnel de l'unité de gestion du projet n'entraînera des effets positifs sur la nutrition que si l'on renforce également les capacités des autres acteurs impliqués aux côtés des populations bénéficiaires. Dans ce contexte, "renforcer les capacités" signifie entre autres doter les prestataires de services d'outils simples illustrés et adaptés aux populations permettant d'interagir avec elles dans leur langue (exemple: guides de conseil, tracts, affiches et recettes).

Au cas où il y aurait plusieurs partenaires d'exécution, les rôles et responsabilités de chaque partenaire sur les court, moyen et long termes doivent être clairement définis, ainsi que la séquence des actions. Il est extrêmement important de gérer correctement ces partenariats et cette collaboration afin d'assurer la bonne exécution du projet et sa transparence. L'encadré 7 donne un exemple des rôles et des responsabilités pour un projet mis en œuvre par plusieurs partenaires en Gambie.

Les considérations suivantes aideront les membres de l'équipe d'exécution à déterminer le type d'appui nutritionnel requis pour la bonne exécution du projet:

a. Quelles sont les interventions tenant compte des enjeux nutritionnels qui sont incluses dans le projet, et combien de personnes sont requises pour coordonner et suivre leur exécution de façon efficace et efficiente? Par exemple, un projet pourrait nécessiter un spécialiste de la nutrition à plein temps dans l'unité de gestion du projet (l'annexe 1 présente un modèle de mandat pour le recrutement d'un expert en nutrition).
b. Quels types de savoirs techniques sont requis? Lors de quelles phases de la mise en œuvre du projet ces savoirs sont-ils requis? Différents experts techniques pourraient être nécessaires à différentes phases de l'exécution, selon la conception et les activités du projet. Exemple: renforcement des capacités et formation de l'équipe de projet et des bénéficiaires, planification et évaluation des coûts des activités dans le plan de travail et budget annuel.

c. Quelle est l'importance de l'appui technique nécessaire pendant l'exécution? En fonction des besoins techniques pour les interventions proposées, les partenaires d'exécution tels que les ONG, les organismes des Nations Unies, les ministères publics des secteurs associés et les organisations de recherche peuvent apporter les capacités requises tout au long du projet.

d. En l'absence d'expert en nutrition, un responsable sera nommé parmi les membres de l'unité de gestion du projet, qui sera chargé de coordonner l'exécution des activités tenant compte des enjeux nutritionnels.

Encadré 7. Définition des rôles et des responsabilités pour la mise en œuvre par plusieurs partenaires des activités tenant compte des enjeux nutritionnels: le cas de la Gambie

La Gambie a adopté une approche multisectorielle pour résoudre le problème de l'insécurité nutritionnelle et alimentaire, surtout parmi les femmes et les enfants. Lors de ces opérations de développement agricole, les problèmes de malnutrition sous-jacents ont été abordés dans le cadre d'une combinaison d'interventions comprenant la sensibilisation des populations, le renforcement des capacités, la communication pour le changement de comportement et l'appui technique à la production agricole et à l'élevage. Les rôles et fonctions ont été répartis entre les différents partenaires comme suit:

Partenaires institutionnels	Rôles et responsabilités
Ministère de l'agriculture	Sensibilisation des populations, apport de l'appui technique à la production agricole et à l'élevage, démonstrations de cuisine
Ministère de la santé et de la protection sociale	Communication pour le changement de comportement visant à améliorer la santé et la nutrition des mères et des enfants
Comités de développement villageois	Recensement des ménages vulnérables et suivi des contributions
Groupes d'appui villageois	Communication pour le changement de comportement dans les communautés locales

Source: Gambie, Une approche multisectorielle pour lutter contre la malnutrition. Présentation par M. Cheyassin Phall, directeur exécutif, coordonnateur de pays pour l'Initiative Renforcer la nutrition. 34e rencontre annuelle, Réseau de prévention des crises alimentaires, Banjul, Gambie (2018).

Étape 5. Évaluation du coût des activités tenant compte de la nutrition

De quoi s'agit-il? Le coût des activités tenant compte de la nutrition dépend du contexte de chaque projet. Lors de leur évaluation, il faut considérer l'ensemble des apports requis pour chaque activité et leur coût unitaire (si disponible). Des ressources financières séparées devraient être consacrées aux activités tenant compte des enjeux nutritionnels afin de s'assurer qu'elles ne soient pas utilisées pour d'autres activités. Lors de l'évaluation des coûts, il importe de prendre contact avec l'expert en analyse financière et en économie de l'équipe de conception du projet. L'annexe 9 a pour but d'aider à prendre en compte exhaustive de l'ensemble des coûts en fournissant des informations détaillées sur les activités tenant compte des enjeux traditionnels pouvant être menées dans le cadre de différents types de projet.

Parfois, l'évaluation du coût des activités tenant compte des enjeux nutritionnels suppose de définir les coûts supplémentaires au-delà des principales activités du projet. Cette remarque est importante, car dans la pratique, le renforcement et la diversification de la production n'induisent pas forcément une amélioration du régime alimentaire des ménages ciblés ni de leurs membres les plus vulnérables . Cela peut se produire lorsque les aliments à haute valeur nutritivesont vendus sur le marché pour gagner de l'argent, lorsque ces produits ne sont pas transformés de façon optimale, ou lorsqu'ils ne sont pas consommés par les personnes les plus vulnérables du ménage. Des activités supplémentaires pourraient être nécessaires pour s'assurer que ces problèmes soient abordés et optimiser ainsi l'impact du projet sur les résultats liés aux aspects nutritionnels.

Comment procéder?

a. Déterminer l'ensemble des fonds requis pour couvrir l'entièreté des coûts de mise en œuvre de chaque activité, y compris les contributions des bénéficiaires. Les coûts attendus devraient être inscrits au budget, dont les dépenses d'investissement et les coûts récurrents. Par exemple, la production intégrée de produits alimentaires par les ménages pourrait nécessiter l'introduction de nouvelles espèces végétales ou de petits animaux, de nouvelles technologies, un appui technique spécialisé à destination des ménages (ex.: soins vétérinaires), des ateliers d'éducation nutritionnelle et des cours de cuisine, ou les connaissances approfondies d'un spécialiste de la nutrition. Voir l'annexe 9 pour plus d'informations sur l'évaluation des coûts.

b. Ne pas omettre d'attribuer un coût aux activités auxiliaires telles que le suivi-évaluation, la gestion des savoirs, la communication, la participation à l'élaboration des politiques, la gestion et les ressources humaines. Par exemple, dans le système de suivi-évaluation, le coût de la détermination d'une situation de référence et celui du suivi des activités tenant compte des enjeux nutritionnels devraient être indiqués séparément. La gestion des savoirs liés aux enjeux nutritionnels et la communication à cet égard devraient également faire l'objet de ressources financières spécialement attribuées. Ne pas oublier d'attribuer les ressources nécessaires à la bonne coordination entre les différents partenaires et parties prenantes (ex.: frais de voyage, frais liés à la tenue des réunions, etc.) Remarque: il n'est pas toujours possible d'inclure ces coûts dans le budget du projet; toutefois, ils peuvent être pris en compte dans le manuel d'exécution du projet.

Étape 6. Préparation du plan de travail et budget annuel

De quoi s'agit-il? Le plan de travail et budget annuel préliminaire de l'unité de gestion du projet est un outil crucial pour superviser l'exécution du projet. Il est généralement préparé pour chacune des composantes du projet et structuré de sorte à tenir compte des produits et des fonds alloués à chaque activité. En tant que principal instrument destiné à s'assurer que la nutrition fasse pleinement partie du projet, le plan de travail et budget annuel est élaboré au départ pour la première année du projet, lors de l'étape de conception.

Comment procéder? Lors de l'élaboration du plan de travail et budget annuel, il faut veiller à prendre en compte les éléments suivants:

a. les activités axées sur la nutrition sont renseignées dans le plan de travail et budget annuel sous la forme d'une séquence bien planifiée, sans oublier les autres activités devant être menées en simultané pour intégrer les enjeux nutritionnels (ex.: formation des femmes et des jeunes);

b. des ressources financières suffisantes sont allouées aux activités préparatoires, ventilées par poste budgétaire. Si elles ne sont pas inscrites séparément dans chaque catégorie budgétaire (ex.: renforcement de capacités), les ressources financières consacrées à la nutrition risquent d'être utilisées pour couvrir des activités qui n'y sont pas liées. Il faut donc s'assurer que ces ressources soient précisément indiquées dans des postes budgétaires spécifiques.

V. Les enjeux nutritionnels tout au long de l'exécution des projets

La présente section présente des directives à destination du personnel et des consultants du FIDA concernant l'exécution et le suivi des interventions tenant compte des enjeux nutritionnels dans les projets d'investissement du Fonds. L'exécution de ces interventions est de la responsabilité des pays emprunteurs, tandis que leur supervision régulière, l'appui à leur exécution et leur surveillance incombent au FIDA. L'exécution est gérée et coordonnée par l'unité de gestion du projet, conformément au manuel d'exécution du projet.

L'exécution des interventions tenant compte des enjeux nutritionnels comprend:

- l'atelier de démarrage;
- la supervision et l'appui à l'exécution;
- l'examen à mi-parcours;
- l'achèvement;
- l'intégration des enjeux nutritionnels dans toutes les phases de la mise en œuvre.

L'atelier de démarrage

Qui participe? L'atelier de démarrage du projet est généralement organisé par le gouvernement en collaboration avec le directeur ou la directrice de pays du FIDA, et a lieu après le recrutement de l'équipe de l'unité de gestion du projet. Le personnel du FIDA au siège et dans les pôles régionaux, ainsi que les experts techniques participant à la conception du projet ou dotés de savoirs utiles sont également invités à y assister. Les experts en nutrition et en inclusion sociale ne sont pas toujours invités. Dans pareil cas, tous les thèmes transversaux sont présentés par les personnes participant à l'atelier.

De quoi s'agit-il? L'atelier de démarrage représente le lancement officiel du projet. Il réunit l'unité de gestion du projet et des représentants de l'État et du FIDA, soit toutes les personnes ayant participé à sa conception. Le but de cet atelier est de sensibiliser aux priorités et aux procédures du FIDA, aux objectifs du projet et à ses composantes, et d'éclaircir les rôles et responsabilités de toutes les personnes participant à son exécution. L'atelier peut contribuer à l'atteinte de plusieurs objectifs des projets tenant compte des enjeux nutritionnels:

Encadré 8. Proposition d'angles d'attaque à relever lors des ateliers de démarrage des projets tenant compte des enjeux nutritionnels

- ✓ Faire ressortir l'engagement du Fonds en matière d'intégration des enjeux nutritionnels à ses programmes et à ses projets;
- ✓ Fournir un aperçu des différents types de malnutrition et décrire la situation nutritionnelle dans la zone du projet (y compris les taux de prévalence, les causes de la malnutrition et les groupes cibles touchés);
- ✓ Informer sur la manière dont le projet compte résoudre les problèmes de nutrition et sur les activités du projet liées aux enjeux nutritionnels;
- ✓ Décrire succinctement les procédures et modalités d'exécution, les ressources humaines et financières, et les indicateurs d'effet et de résultat dans le système de suivi-évaluation;
- ✓ Appuyer l'échelonnement des interventions en matière de nutrition et cerner les principaux jalons dans la mise en œuvre en lien avec les activités tenant compte des enjeux nutritionnels.

- **Sensibiliser aux enjeux nutritionnels:** l'atelier de démarrage du projet constitue une plateforme à partir de laquelle sensibiliser l'équipe de l'unité de gestion du projet à l'agriculture tenant compte des enjeux nutritionnels, aux problèmes nutritionnels et à la manière dont ils seront résolus dans le cadre du projet, aux itinéraires d'impact nutritionnel et à leur lien avec les indicateurs de nutrition du projet, et aux modalités de mise en œuvre et de coordination. L'encadré 8 présente des angles d'attaque en lien avec la nutrition pouvant être définis lors de l'atelier de démarrage. Cet atelier permet aussi d'examiner la conception du projet et son manuel d'exécution et d'apporter de dernières retouches aux activités proposées.

- **Élaborer le plan de travail et budget annuel:** le plan de travail et budget annuel pour la première année du projet est préparé pendant la phase de conception. L'atelier de démarrage permet d'examiner cette proposition de plan de travail et budget annuel et d'élaborer un plan d'activité détaillé, avec une séquence d'activités claire et une description de la manière dont elles seront exécutées. Il convient de noter que la première année est généralement une phase préparatoire; par conséquent, les activités incluses dans le plan de travail de la première année concernent généralement l'acquisition des ressources et la signature d'accords avec les prestataires de services. Des activités similaires devraient être prévues pour les enjeux nutritionnels, conformément aux besoins.
- **Coordonner les questions de nutrition:** si l'unité de gestion du projet recrute une personne spécialiste de la nutrition, celle-ci endosse le rôle de coordonnateur des questions de nutrition. En l'absence de spécialiste en nutrition, tout autre membre de l'équipe peut jouer ce rôle. Il faut veiller à désigner ce responsable parmi les membres de l'unité de gestion du projet, et que cette personne comprenne bien ses rôles et ses responsabilités afférentes (voir annexe 10 pour un modèle de mandat pour la coordination des questions de nutrition).

Missions de supervision et d'appui à l'exécution

Au FIDA, la supervision et l'appui à l'exécution sont liés et se renforcent mutuellement. La supervision consiste à suivre l'avancée de la mise en œuvre du projet; l'appui à l'exécution fait intervenir une assistance technique. Bien que ces deux activités soient souvent menées de pair, l'appui à l'exécution peut également se faire séparément.

Qui participe? Le directeur ou la directrice de pays est responsable de la planification et de l'organisation des missions de supervision et de soutien à l'exécution auxquelles participent le personnel et des consultants du FIDA, en collaboration avec les pouvoirs publics appuyés par l'équipe d'exécution du projet. Les responsabilités liées aux enjeux nutritionnels peuvent être confiées à une personne spécialiste de la nutrition, experte en inclusion sociale qui intervient dans les domaines du genre, des jeunes, du ciblage et des enjeux nutritionnels, ou à tout autre membre de la mission. Toutefois, pour les projets tenant compte des enjeux nutritionnels, il est recommandé que l'équipe inclue un membre spécialiste de la nutrition.
Le directeur ou la directrice de pays (ou chef(fe) de l'équipe de projet) est responsable de la préparation du mandat de la mission, des comptes rendus et du suivi des recommandations de la mission par des mesures convenues. L'annexe 3 contient un exemple de mandat pour les spécialistes en nutrition et en inclusion sociale participant aux missions de supervision, d'appui à l'exécution et d'examen à mi-parcours. Au cas où elle ne participerait pas à la mission, l'équipe du FIDA chargée de la nutrition devrait examiner et valider les notes attribuées au projet en matière de nutrition.

De quoi s'agit-il? Les missions de supervision et d'appui à l'exécution sont cruciales pour examiner l'avancée et la qualité des interventions portant sur les enjeux nutritionnels dans les projets financés par le Fonds, tout comme pour la rédaction de comptes rendus à leur sujet. Elles permettent d'apporter un appui technique et les ajustements requis pour améliorer l'efficacité du projet (voir encadré 9). Le FIDA exige qu'au moins une mission de supervision complète soit organisée chaque année calendaire. Pour les projets jugés risqués ou "problématiques", deux missions de supervision obligatoires doivent être prévues.

La performance du projet en matière de nutrition est notée au cours des missions de supervision. Conformément à la priorité donnée aux thèmes transversaux par le Fonds, les notes de performance sont attribuées à tous les projets tenant compte des enjeux nutritionnels. Ces missions recueillent d'importantes données et permettent de mesurer, grâce aux indicateurs de produits, la progression de l'exécution tant physique que financière des projets jusqu'à leur examen à mi-parcours; après cet examen, les indicateurs de résultat sont mesurés annuellement (l'encadré 4 présente une liste d'indicateurs nutritionnels de base).

Encadré 9. Liste de contrôle pour les missions de supervision et d'examen à mi-parcours en ce qui concerne les enjeux nutritionnels

- ✓ déterminer si des activités axées sur la nutrition sont incluses dans le plan de travail et budget annuel;
- ✓ déterminer si dans le plan de travail et budget annuel, des ressources financières et humaines appropriées ont été allouées pour la mise en œuvre d'activités tenant compte des enjeux nutritionnels;
- ✓ déterminer si les indicateurs nutritionnels sont intégrés dans le système d'apprentissage et de suivi-évaluation du projet, et s'ils sont régulièrement suivis et font régulièrement l'objet de comptes rendus (y compris dans les systèmes de gestion des résultats opérationnels);
- ✓ examiner la documentation liée au projet, y compris les rapports intermédiaires, les études de référence et les rapports des missions d'appui précédentes pour déterminer si les recommandations liées aux enjeux nutritionnels ont bien été suivies;
- ✓ évaluer la qualité de l'exécution, y compris les outils et les supports de formation;
- ✓ évaluer l'avancement des activités prévues en matière de nutrition;
- ✓ contrôler à quel point les activités liées aux enjeux nutritionnels sont coordonnées avec les autres secteurs et parties prenantes, y compris au sein des plateformes de coordination existantes;
- ✓ déterminer si les interventions du projet atteignent bien le groupe ciblé;
- ✓ relever les difficultés qui se posent à l'exécution et apporter un appui technique, y compris, si cela est nécessaire, en ce qui concerne la participation à l'élaboration des politiques;
- ✓ déterminer si les autres activités du projet produisent des effets indésirables sur l'état nutritionnel de la population cible;
- ✓ faire ressortir les potentialités et formuler des recommandations concernant la manière dont la performance du projet pourrait être améliorée;
- ✓ proposer des activités à inclure dans le plan de travail et budget annuel suivant.

Examen à mi-parcours

L'examen à mi-parcours, habituellement prévu à la moitié de la période d'exécution du projet, prend en compte les caractéristiques spécifiques de ce projet et les besoins de la population cible. Il applique généralement les mêmes principes et procédés que les missions de supervision habituelles. Toutefois, contrairement aux missions de supervision, des enquêtes sur les effets directs sont menées avant l'examen à mi-parcours afin d'évaluer leur contribution à la réalisation des objectifs. Cet examen donne la possibilité de restructurer le projet en cas de besoin. À ce stade, les projets non classifiés comme tenant compte des enjeux nutritionnels peuvent pleinement intégrer ces derniers. Une telle décision peut être motivée par un financement additionnel pour la prise en compte des enjeux nutritionnels.

Achèvement du projet

La dernière mission de supervision (menée au cours de la dernière année de la période d'exécution du projet) vise essentiellement la stratégie de retrait du projet, sa durabilité et sa reproductibilité à plus grande échelle, et s'attache à la rédaction d'une première version du rapport d'achèvement. Au cours de cette mission, on s'intéressera particulièrement à:

- la collecte des données pour les enquêtes finales, afin d'évaluer les acquis du projet;
- la planification des évaluations d'impact;
- la synthèse des bonnes pratiques relevées et des enseignements pouvant éclairer les futurs projets;
- la mise en évidence de possibilités de reproduction à plus grande échelle dans le cadre de futurs projets;
- la mise en évidence de potentialités pour l'élaboration des politiques et pour un plaidoyer reposant sur des éléments probants.

Une évaluation d'impact est menée si le projet a été désigné par la Division recherche et évaluation de l'impact ou par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, ou si elle était prévue dans la conception du projet. Les évaluations d'impact permettent au Fonds d'évaluer l'impact effectif du projet et de générer des éléments probants pouvant éclairer les futurs projets tenant compte des enjeux nutritionnels dans le pays.

La stratégie de retrait peut préciser comment assurer la durabilité des interventions liées aux enjeux nutritionnels et de leurs avantages. Il faudrait par conséquent prêter attention au renforcement des capacités des institutions locales, des ministères et des organismes publics, et à la conception de politiques et de systèmes destinés à faire perdurer les interventions même après la fin du projet. Dans l'idéal, ces activités devraient être prises en compte dès l'étape de conception.

L'intégration des enjeux nutritionnels pendant la mise en œuvre

Le meilleur moment pour intégrer les enjeux nutritionnels se situe à la conception du projet, mais certains projets les intègrent au cours de leur exécution. En effet, ces projets pourraient avoir bénéficié d'un financement additionnel pour couvrir les enjeux nutritionnels au cours de leur exécution; dans d'autres cas, les autorités pourraient avoir décidé de restructurer le projet suite à un changement de priorités nationales ou du fait de recommandations émises lors des missions de supervision ou d'appui à l'exécution ou lors de l'examen à mi-parcours.

Qui participe? La décision d'intégrer les enjeux nutritionnels à un projet en cours est généralement du ressort des autorités nationales, en accord avec le directeur ou la directrice de pays du Fonds. Un spécialiste technique ou une organisation partenaire peut apporter un appui technique à l'analyse des données, ainsi qu'à la définition des interventions et des indicateurs pour le projet en cours.

De quoi s'agit-il? L'intégration des enjeux nutritionnels dans un projet en cours doit normalement satisfaire aux critères établis à l'étape de conception (voir tableau 2). Le projet peut être considéré comme tenant compte des enjeux nutritionnels une fois qu'il satisfait à ces critères et que l'exactitude des données a été vérifiée. Il faut tenir compte de l'année du projet et s'assurer qu'il soit encore temps d'apporter les résultats souhaités concernant ces enjeux. Le moment idéal pour intégrer les enjeux nutritionnels dans un projet déjà en cours se situe entre le démarrage et l'examen à mi-parcours. Passé ce stade, leur intégration ne devrait être considérée que si l'on entrevoit des possibilités de financement additionnel ou d'extension du projet assorti d'un engagement à traiter les questions de nutrition. Toute modification apportée au projet doit être justifiée par écrit et soumise au Système de gestion des résultats opérationnels. Après quoi, on s'attendra à ce que l'équipe du projet rende régulièrement des comptes quant aux enjeux nutritionnels lors des missions de supervision et d'appui, et qu'elle recueille des données de référence pour la définition des indicateurs de résultats liés à ces enjeux.

Comment procéder? Cette procédure est similaire à celle de l'intégration des enjeux nutritionnels dans la conception du projet:

- Procéder à une analyse nutritionnelle si cela n'a pas déjà été fait lors de la phase de conception, et, au cas où de nouvelles données seraient disponibles, envisager la possibilité de mettre à jour les analyses faites lors de la conception.
- Déterminer qui sont les groupes vulnérables du point de vue nutritionnel et réviser la stratégie de ciblage d'après les fruits de cette réflexion.
- Tracer les itinéraires d'impact nutritionnel, tout en les rendant conformes au cahier des charges du projet.
- Inclure les indicateurs de base propres aux aspects nutritionnels dans le cadre logique du projet.
- Décrire les interventions liées aux enjeux nutritionnels et leur attribuer des fonds en conséquence.
- Définir les modalités d'exécution et les besoins en ressources humaines pour assurer le succès des interventions en matière de nutrition. À cette fin, il faudra peut-être recruter de nouveaux membres pour l'unité de gestion du projet ou collaborer avec de nouvelles organisations.

Annexe 1. Cahier des charges relatif aux enjeux nutritionnels – missions de conception des projet et des programmes d'options stratégiques pour les pays

Rôles et responsabilités

Sous la supervision globale du directeur ou de la directrice de pays et du ou de la chargé(e) d'appui au programme de pays, la personne spécialiste de la nutrition et de l'inclusion sociale sera chargée de préparer l'analyse de situation nutritionnelle du pays ou de la zone du projet et d'intégrer les enjeux nutritionnels dans le COSOP ou le projet d'investissement appuyé par le FIDA, en étroite collaboration avec les membres de l'équipe de conception et de l'équipe nutrition du Fonds, située à son siège.

Les spécialistes sont notamment chargés des tâches spécifiques suivantes:

- Analyser la situation nutritionnelle et la sécurité alimentaire dans le pays ou dans la zone géographique du projet (données secondaires), y compris la prévalence des différentes formes de malnutrition et leurs principales causes sous-jacentes parmi les groupes cibles (ex.: en fonction de l'âge, du sexe, de l'ethnie).
- Examiner les documents stratégiques nationaux et les politiques nationales liés aux enjeux nutritionnels, pour comprendre quelles sont les priorités nationales, le cadre institutionnel et les forces et faiblesses liés à ces enjeux, et quelles sont les possibilités qui s'offrent au FIDA d'investir et de contribuer atteindre les résultats voulus sur le plan nutritionnel.
- En collaboration avec le membre spécialiste de l'inclusion sociale et du genre, appuyer l'élaboration de critères pour la sélection de groupes cibles, en portant une attention particulière aux personnes les plus vulnérables, aux femmes, aux jeunes, aux enfants et aux peuples autochtones (dans les zones où vivent des peuples autochtones, des peuples tribaux et des minorités ethniques).
- De concert avec le membre spécialiste des politiques, réfléchir aux possibilités de travailler avec des partenaires sur les questions de participation à l'élaboration des politiques concernant les enjeux nutritionnels et les secteurs qui leur sont liés.
- Dans le contexte de la conception d'un COSOP et en collaboration avec l'équipe de conception, analyser les angles d'attaque en matière de nutrition et la manière dont on pourrait obtenir de meilleurs résultats sur le plan nutritionnel. Dans les notes de conception de projet, proposer des activités destinées à aborder les problèmes nutritionnels parmi les groupes cibles.
- Dans le cadre de la conception d'un projet, collaborer avec l'équipe de conception pour définir des interventions tenant compte des enjeux nutritionnels et les intégrer dans la stratégie du projet, intégrer les considérations d'ordre nutritionnel à la théorie du changement en mettant en évidence les itinéraires d'impact nutritionnel, et suggérer des modalités de partenariat. Rendre compte des modalités d'exécution de ces activités dans le manuel d'exécution du projet.
- Contribuer au cadre des résultats du projet ou du COSOP, définir des indicateurs appropriés pour les interventions tenant compte des enjeux nutritionnels (au niveau des effets et des résultats) sans oublier de ventiler les données selon le sexe, l'âge, et le statut autochtone ou non, conformément au Système de gestion des résultats et de l'impact du FIDA.
- Lors de la conception d'un projet, veiller à ce que les activités liées aux enjeux nutritionnels soient bien prévues dans le budget et que des ressources financières soient allouées pour leur mise en œuvre dans des postes séparés, et présents dans le premier plan de travail et budget annuel.
- Accomplir toute autre tâche attribuée par le ou la chef(fe) de mission en lien avec ce domaine de connaissances pour atteindre les objectifs de la mission.

Résultats escomptés

a) Contributions au rapport en exposant la logique du projet, les angles d'attaque et les interventions proposés en matière de nutrition.
b) Contributions aux sections concernées du document de projet d'investissement par le FIDA ou du COSOP et du rapport de conception du projet, à la note d'examen des PESEC, au manuel d'exécution du projet et au plan de travail et budget annuel.
c) Document décrivant en détail les principales conclusions de l'analyse de la situation nutritionnelle.

Annexe 2. Analyse de la situation nutritionnelle.

Synthèse des questions de recherche, des sources de données secondaires, des méthodes et des outils[13]

A. Prévalence des différentes formes de malnutrition: indicateurs de nutrition			
Questions de recherche	**Besoins en informations**	**Méthodes de collecte des données**	
		Données secondaires	**Données primaires**
Quelle est la prévalence des différentes formes de malnutrition? *Ventiler les données en fonction du sexe, de l'âge, du groupe socioéconomique, du statut autochtone ou non, et selon le niveau national, régional, provincial, municipal ou local, selon la disponibilité des données.* **Quelles sont les personnes les plus vulnérables face à la malnutrition?** **Certains groupes d'âge, groupes socioéconomiques ou modes d'existence (ex.: les jeunes, les femmes, les paysans sans terre, les peuples autochtones, les minorités ethniques) sont-ils plus touchés par les problèmes nutritionnels que les autres?** *Collaborer étroitement avec les spécialistes du ciblage, du genre et de l'inclusion sociale dans l'équipe de conception, étant donné que la mise en évidence des groupes vulnérables sur le plan nutritionnel aura une incidence directe sur la stratégie de ciblage.*	• Prévalence de la malnutrition parmi les enfants âgés de moins de 5 ans: retard de croissance, émaciation, insuffisance pondérale, surcharge pondérale, obésité. • Prévalence de la malnutrition maternelle: insuffisance pondérale, surpoids, obésité. • Prévalence des carences en micronutriments chez les enfants de moins de 5 ans et chez les femmes.	• Rapport sur la nutrition mondiale (résumé disponible en français), fiches pays; Annual Scaling Up Nutrition (SUN) (Rapport annuel de l'Initiative Renforcer la nutrition, en anglais), fiches pays • OMS, Base de données mondiale sur la croissance et la malnutrition chez l'enfant • National Information Platform on Nutrition (en anglais) • Données nationales: enquêtes démographiques et sanitaires, enquêtes sur la nutrition et la santé, enquêtes de suivi normalisées, enquêtes en grappes à	• Responsables de la nutrition aux niveau provincial et local; experts en nutrition; coordonnateurs de l'Initiative Renforcer la nutrition; partenaires de développement oeuvrant dans le domaine de la nutrition (PAM, UNICEF, FAO, ONG, organisations bilatérales) • Données et rapports mondiaux sur la nutrition et sur les causes immédiates et sous-jacentes de la malnutrition, mis à jour annuellement

[13] Les mêmes questions de recherche, sources de données secondaires, méthodes et outils peuvent être appliqués pour réaliser une analyse de la situation nutritionnelle pour le COSOP ou pour les projets d'investissement. Pour les COSOP, l'analyse porte sur les données d'ordre national; pour les projets d'investissement, l'analyse rend compte du contexte nutritionnel dans la zone couverte par le projet.
Adapté de I. De la Peña et J. Garrett, Chaînes de valeur et enjeu nutritionnel:, Guide pour la conception des projets. Volume II: Ressources, Rome: FIDA (2018b).

		indicateurs multiples	
B. Causes sous-jacentes de la malnutrition			
Questions de recherche	**Besoins en informations**	**Méthodes de collecte des données**	
		Données secondaires	**Données primaires**
Quelles sont les causes fondamentales de la malnutrition?	• Politiques et programmes relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle • Prévalence de la pauvreté; conditions économiques, sociales et politiques • Degré d'autonomisation, d'éducation et de contrôle sur les ressources pour les femmes	• Stratégies et programmes nationaux en matière de nutrition, études afférentes, bases de données et enquêtes socioéconomiques	• Responsables publics (ministères de la santé, de l'agriculture, du développement rural et de la condition féminine); coordon-nateurs de l'Initiative Renforcer la nutrition; partenaires de développement
Quelles sont les causes sous-jacentes de la malnutrition?	**Sécurité alimentaire** • Prévalence de l'insécurité alimentaire	• Score de consommation alimentaire; échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue; indice des stratégies de survie • Analyses approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité	• Professionnels de l'alimentation et de l'agriculture; partenaires de développement; chercheurs; notables
	Pratiques en matière de soins et d'alimentation • Prévalence des mauvaises pratiques en matière d'alimentation des enfants et d'autres soins infantiles, notamment en matière d'allaitement et d'alimentation complémentaire • Nutrition maternelle • Emploi du temps des femmes	• Enquêtes en grappes à indicateurs multiples • Données et études sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant • Études sur la problématique femmes-hommes	• Professionnels de santé; experts en inclusion sociale et en égalité des sexes; partenaires de développement
	Santé environnementale et accès aux services de santé • Accès à l'eau potable • Accès à des installations sanitaires améliorées (ou taux de défécation à l'air libre) • Accès à des services de santé de qualité ou recours à ces services • Prévalence de maladies infectieuses telles que le paludisme,	• Enquêtes en grappes à indicateurs multiples; enquêtes démographiques et sanitaires; enquêtes sur la nutrition et la santé, enquêtes sur la santé • Programme commun de l'OMS et de l'UNICEF de suivi de l'approvisionnement	• Professionnels de santé; partenaires de dévelop-pement; organismes des Nations Unies; ONG

	le VIH/sida et les maladies diarrhéiques	en eau et de l'assainissement • Rapport sur la nutrition mondiale	
C. Modèles de consommation alimentaire et caractérisation du régime alimentaire			
Questions de recherche	**Besoins en informations**	**Méthodes de collecte des données**	
		Données secondaires	**Données primaires: outils**
Quels sont les modèles de consommation alimentaire et les principaux problèmes d'alimentation des populations ciblées? **Ces modèles de consommation alimentaire connaissent-ils une évolution?** Par exemple, en raison d'une hausse de la population, note-t-on une évolution du régime alimentaire associée à l'urbanisation et à l'arrivée dans les zones rurales d'aliments industriels ultratransformés?	**Consommation alimentaire** • Modèles de consommation alimentaire: groupes d'aliments et produits alimentaires communément et rarement consommés • Disponibilité des aliments et des sources d'alimentation: autoproduction, marché, aliments prélevés dans la nature, programmes d'assistance sociale • Stabilité alimentaire: variations saisonnières influant sur la disponibilité des denrées alimentaires tout au long de l'année • Accessibilité économique: dépenses alimentaires et pouvoir d'achat des ménages • Culture culinaire et préférences des consommateurs: valeurs et croyances associées à la nourriture qui sous-tendent les choix en matière d'alimentation (ex.: normes et tabous), dynamiques de la répartition des denrées alimentaires dans le ménage, particulièrement en ce qui concerne les apports alimentaires pour les femmes et les enfants. **Problèmes liés à l'alimentation** • Teneur en éléments nutritifs des aliments fréquemment ou peu consommés	• Données relatives à la sécurité alimentaire: enquêtes sur la consommation et les dépenses des ménages, données sur le prix des aliments et études sur le coût du régime alimentaire • Régime alimentaire des ménages: enquêtes sur la consommation alimentaire, score de consommation alimentaire, score de diversité alimentaire des ménages; études visant à combler les déficits en nutriments; autres rapports • Régime alimentaire des enfants: enquêtes démographiques et sanitaires et enquêtes en grappes à indicateurs multiples; diversité minimale du régime alimentaire; fréquence minimale des repas; apport alimentaire minimum acceptable • Régime alimentaire des femmes: diversité alimentaire minimale chez les femmes • Tables et bases de données sur la composition des aliments • Recommandations alimentaires: recommandations	• Discussions de groupe avec les femmes et les hommes au niveau des ménages; observation de la préparation des repas; calendriers des produits de saison

	• Apport alimentaire optimal • Carences nutritives et alimentaires	nutritionnelles, apport journalier recommandé	
D. Cadre stratégique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, principales parties prenantes et mécanismes de coordination			
Questions de recherche	**Besoins en informations**	**Méthodes de collecte des données**	
		Données secondaires	**Données primaires**
Quelles sont les principales parties prenantes (ministères, organismes publics, partenaires de développement) concernées par les interventions en matière de nutrition au niveau du pays et dans la zone du projet? **Quels sont les stratégies, politiques et cadres de programmation nationaux en faveur de la nutrition?** **Comment les parties prenantes coordonnent-elles leurs actions? Au moyen de quels mécanismes, de quelles plateformes?**	• Stratégies et programmes en matière de nutrition, au niveau national ou dans la zone couverte par le projet • Principaux acteurs qui participent à l'élaboration et à la mise en œuvre des interventions portant sur les enjeux nutritionnels • Mécanismes de coordination en matière de nutrition aux niveaux national et infranational	• Dernier COSOP • Stratégies et programmes infranationaux mis en œuvre au niveau infranational par les autorités et par les partenaires de développement (organismes des Nations Unies, ONG) • Plan d'action multisectoriel portant sur les enjeux nutritionnels aux niveaux national et infranational • Plans et stratégies en matière de sécurité alimentaire et d'agriculture aux niveaux national et infranational	• Responsables des questions de nutrition aux niveaux national, provincial et local; experts en nutrition; les coordon-nateurs de l'Initiative Renforcer la nutrition; les partenaires de dévelop-pement oeuvrant dans le domaine de la nutrition

Annexe 3. Mandat pour les missions d'appui à l'exécution, de supervision et d'examen à mi-parcours

Sous la supervision globale du ou de la chef(fe) de mission, et en collaboration avec les membres de l'équipe et l'équipe du FIDA chargée de la nutrition au siège, la peronne spécialiste de la nutrition sera chargée de l'examen des activités du projet liées à l'intégration des enjeux nutritionnels.

Les spécialistes sont notamment chargés des tâches spécifiques suivantes:

a. Passer en revue la documentation liée au projet, y compris les rapports intermédiaires, les études de référence et les rapports des missions d'appui précédentes pour déterminer si les recommandations liées aux enjeux nutritionnels ont bien été suivies.
b. Évaluer la progression de l'exécution des activités prévues en matière de nutrition.
c. Évaluer la qualité de l'exécution (ex.: outils, supports de formation).
d. Vérifier que les activités liées aux enjeux nutritionnels soient correctement coordonnées avec les autres secteurs et parties prenantes, y compris au sein des plateformes de coordination existantes.
e. Déterminer si les autres activités du projet produisent des effets indésirables sur l'état nutritionnel de la population cible.
f. Déterminer si d'autres actions liées aux enjeux nutritionnels sont incluses dans le plan de travail et budget annuel.
g. Déterminer si dans le plan de travail et budget annuel suffisamment de ressources humaines et financières ont été allouées pour l'exécution des activités tenant compte des enjeux nutritionnels.
h. Déterminer si les indicateurs de nutrition sont intégrés dans le système d'apprentissage et de suivi-évaluation du projet, et contrôler que ces indicateurs sont bien suivis et pris en compte dans les rapports, y compris dans le système de gestion des résultats opérationnels du Fonds.
i. Vérifier que les interventions du projet atteignent bien le groupe cible prévu.
j. Relever les difficultés qui se posent à l'exécution et apporter un appui technique et des conseils pratiques aux coordonnateurs des questions de nutrition pour s'assurer que les enjeux nutritionnels soient bien intégrés dans tous les aspects du projet, y compris dans les bonnes pratiques agricoles, dans le choix de produits à commercialiser et dans la participation à l'élaboration des politiques.
k. Déceler les potentialités et faire des recommandations quant à la manière d'améliorer les performances du projet et, au besoin, repenser la sous-composante d'intégration des enjeux nutritionnels et lui attribuer de nouvelles ressources, en vue d'augmenter le nombre d'activités d'intégration par rapport au nombre initialement prévu lors de la conception du projet (ex.: connaissances nutritionnelles, transformation, conservation et utilisation des denrées alimentaires).

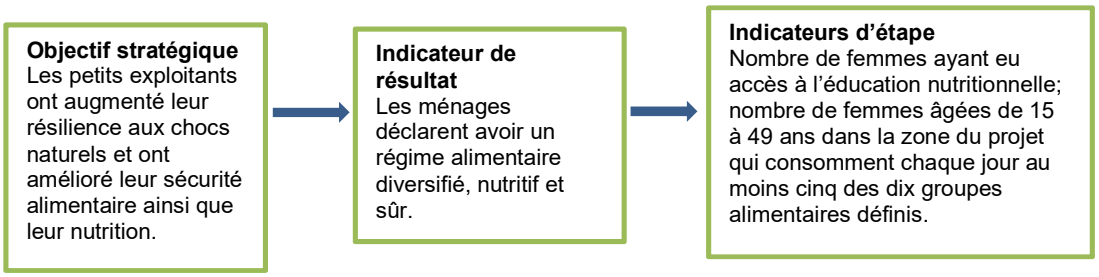
Annexe 4. Intégration des enjeux nutritionnels dans les programmes d'options stratégiques pour les pays: exemples de pays

- **COSOP pour la République démocratique populaire lao 2018-2024**

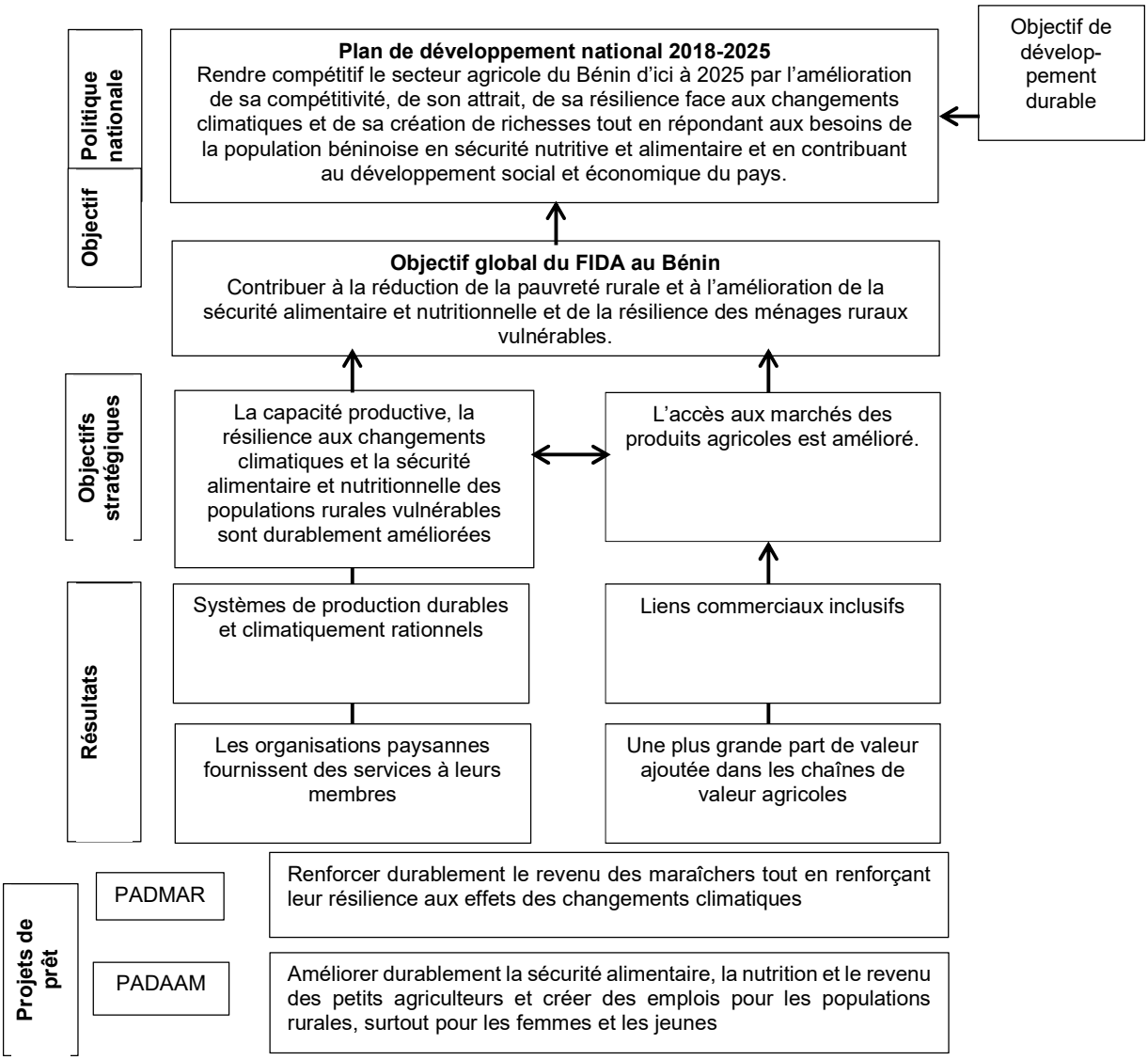
Le COSOP pour la République démocratique populaire lao (2018-2024) donne un bon exemple de la manière de concevoir un COSOP tenant compte des enjeux nutritionnels en suivant les étapes décrites à la section III:

- ***Problèmes nutritionnels:*** malgré d'importantes améliorations en matière de sécurité alimentaire, les taux de dénutrition chronique restent élevés en République démocratique populaire lao, surtout parmi les groupes ethniques minoritaires. Le taux de prévalence de l'insuffisance pondérale y est de 27%, et celui de retard de croissance chez les enfants âgés de moins de 5 ans y est de 44%, ce qui est un des taux les plus élevés d'Asie du Sud-Est (les provinces du nord et du sud étant les plus touchées).
- ***Causes sous-jacentes de la malnutrition*:** parmi les principaux facteurs à l'origine de la dénutrition, on cite la pauvreté, l'exposition aux risques climatiques, l'indisponibilité des aliments nutritifs sur les marchés locaux, le manque de connaissances sur les enjeux nutritionnels, et le manque de services de santé et d'assainissement. Les mariages précoces et les grossesses d'adolescentes (18% des adolescentes) pèsent sur le niveau d'instruction, sur les moyens d'existence et sur l'état nutritionnel des femmes et de leurs enfants. La faiblesse de l'accès des femmes aux intrants et au crédit agricole et de leur niveau de contrôle sur ces ressources, surtout chez les groupes ethniques minoritaires, a pour conséquence un manque de pouvoir de décision dans le ménage, y compris en ce qui concerne les décisions relatives à l'alimentation.
- ***Politiques et mécanismes de coordination:*** le Plan national d'action pour la nutrition de la République populaire démocratique lao (2016-2020), coordonné par le Comité national pour la nutrition, présidé par le Ministère de la santé et auquel participent également les secteurs de l'agriculture, de l'enseignement, de la planification et de l'investissement, oriente le cadre politique en matière d'enjeux nutritionnels. Ses actions sont exécutées par un grand nombre d'acteurs, dont les organismes des Nations Unies et les organisations internationales de développement.
- ***Objectif stratégique du COSOP*:** conformément au Plan national, qui vise à accroître la disponibilité et l'accessibilité des aliments nutritifs et, partant, améliorer le régime alimentaire des familles, le COSOP s'est notamment fixé pour objectif stratégique l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, dans le cadre du renforcement de la résilience des ménages ruraux pauvres aux chocs naturels.
- ***Angles d'attaque concernant les enjeux nutritionnels:*** pour atteindre cet objectif, le COSOP vise à: i) intégrer les enjeux nutritionnels à tous les niveaux de la prestation des services agricoles et dans les ménages ruraux; ii) renforcer la résilience des ménages ruraux pauvres face aux risques liés aux phénomènes climatiques; iii) sensibiliser les familles rurales pauvres à l'importance d'une meilleure nutrition et d'un régime alimentaire sain, et de la transformation et de la promotion des denrées alimentaires par des campagnes d'éducation nutritionnelle. Pour résoudre le problème de la dénutrition chez les femmes, les enfants et les minorités ethniques, le COSOP appuiera le renforcement des capacités et la formation des femmes pour la production alimentaire familiale intégrée, ainsi que l'éducation à la nutrition et à la santé, en portant une attention particulière aux 1 000premiers jours depuis la conception et aux grossesses d'adolescentes. De futures interventions sont prévues dans les régions du nord et du sud, où le taux de retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans est élevé. Les approches du projet sont spécialement adaptées aux caractéristiques socioculturelles et économiques et aux besoins des différents groupes cibles, et incluent l'amélioration de la nutrition et de l'accès aux produits forestiers non ligneux et l'encouragement du commerce local. Des mécanismes de coordination avec les partenaires de développement sont en train d'être mis sur pied en vue d'exercer une influence sur la nutrition.

- ***Cadre de gestion des résultats:*** le cadre de gestion des résultats du COSOP mentionne les enjeux nutritionnels dans les objectifs stratégiques et dans les indicateurs, comme indiqué ci-dessous:



Cadre de gestion des résultats du COSOP, République du Bénin (2018-2022)



Note: PADAAM = Projet d'appui au développement agricole et à l'accès au marché (Bénin); PADMAR = Projet d'appui au développement du maraîchage (Bénin).

Annexe 5. Intégrer les enjeux nutritionnels dans la conception de projets: de l'analyse des problèmes nutritionnels au tracé des itinéraires d'impact

Le cas du Guyana

Contexte: Au Guyana, le Projet de développement écologiquement durable de l'agriculture dans l'hinterland (2016-2022), approuvé en 2016, bénéficiera à 6 000 familles rurales pauvres réparties dans 80 localités, dans les régions 1 et 9 du pays. Dans la zone du projet, au moins 75% des bénéficiaires visés sont des autochtones. Parmi la population rurale, les autochtones sont les personnes qui souffrent le plus de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Le projet appuie la résilience des familles rurales et des peuples autochtones en encourageant les liens entre la diversification économique, la transformation productive, la protection de l'environnement et la nutrition des ménages, avec pour objectif global l'amélioration de la résilience des moyens d'existence par la création de revenus, l'accès aux actifs, le renforcement de la nutrition et l'adaptation à la variabilité climatique.

1. Analyse de la situation nutritionnelle: relever les principaux problèmes nutritionnels

Prévalence des différentes formes de malnutrition, principales causes de malnutrition, modèles de consommation des denrées alimentaires et caractérisation du régime alimentaire (voir annexe 2, questions de recherche, aux sections A, B et C)

Au Guyana, les différentes formes de malnutrition demeurent un important enjeu de santé publique. La dénutrition reste le plus grand problème parmi les enfants (bien que le taux moyen de retard de croissance soit de 10%, ce taux atteint 25% chez les enfants autochtones), tandis que les adultes souffrent des conséquences des carences en micronutriments, du surpoids et de l'obésité. Il est probable qu'on trouve, dans un même ménage, à la fois des enfants souffrant de retard de croissance et des mères en surpoids ou obèses. Ce type de problème est courant dans des pays à revenu intermédiaire comme le Guyana, qui traverse une phase de transition nutritionnelle à mesure de la hausse des revenus, de la transformation des modes de vie et des systèmes alimentaires, et de l'évolution du régime alimentaire qui inclut de plus en plus d'aliments achetés et transformés, même parmi les populations rurales. Dans la zone du projet, la dépendance croissante aux envois de fonds a également un effet délétère sur les modèles de consommation, surtout dans les zones où on trouve une forte population autochtone. L'évolution sensible du régime alimentaire des populations autochtones (dont la hausse de la consommation de glucides raffinés, d'aliments transformés et d'aliments édulcorés et à forte teneur en calories) peut être responsable de la hausse de la prévalence des maladies chroniques parmi ces populations. L'évolution du régime alimentaire peut aussi mener à la perte des savoirs traditionnels liés aux systèmes alimentaires autochtones. De plus, les contraintes qui pèsent sur les ressources naturelles (dont la variabilité climatique, l'intrusion d'eau salée dans la région 1 et les inondations à grande échelle suivies par de longues périodes de sècheresse dans la région 9) représentent des obstacles majeurs au développement des secteurs agricole et rural dans la zone du projet, ce qui contribue d'autant plus à l'insécurité alimentaire.

2. Définir des objectifs adéquats pour résoudre les problèmes de nutrition

Comment le projet vise-t-il à contribuer à l'amélioration de la nutrition des groupes cibles?

L'objectif de développement du projet est l'amélioration de la résilience des moyens d'existence par la génération de revenus, l'accès aux actifs, le renforcement de la nutrition et l'adaptation à la variabilité climatique. Pour résoudre les problèmes cités ci-dessus, qui sont tous liés aux enjeux nutritionnels, le projet comprend le résultat suivant: "Le régime alimentaire est amélioré par une quantité suffisante et une qualité appropriée des apports alimentaires, en tenant compte de directives nutritionnelles fondées sur le choix des aliments, adaptées au contexte et mettant autant que possible à profit la propre production des ménages et les marchés locaux, dans le cadre d'un changement de comportement efficace et d'activités en éducation nutritionnelle" (résultat 2.3 du cadre logique du projet).

3. *Tracer les itinéraires d'impact sur la nutrition*

Quel type d'intervention permettra au projet d'atteindre les résultats voulus en matière de nutrition?

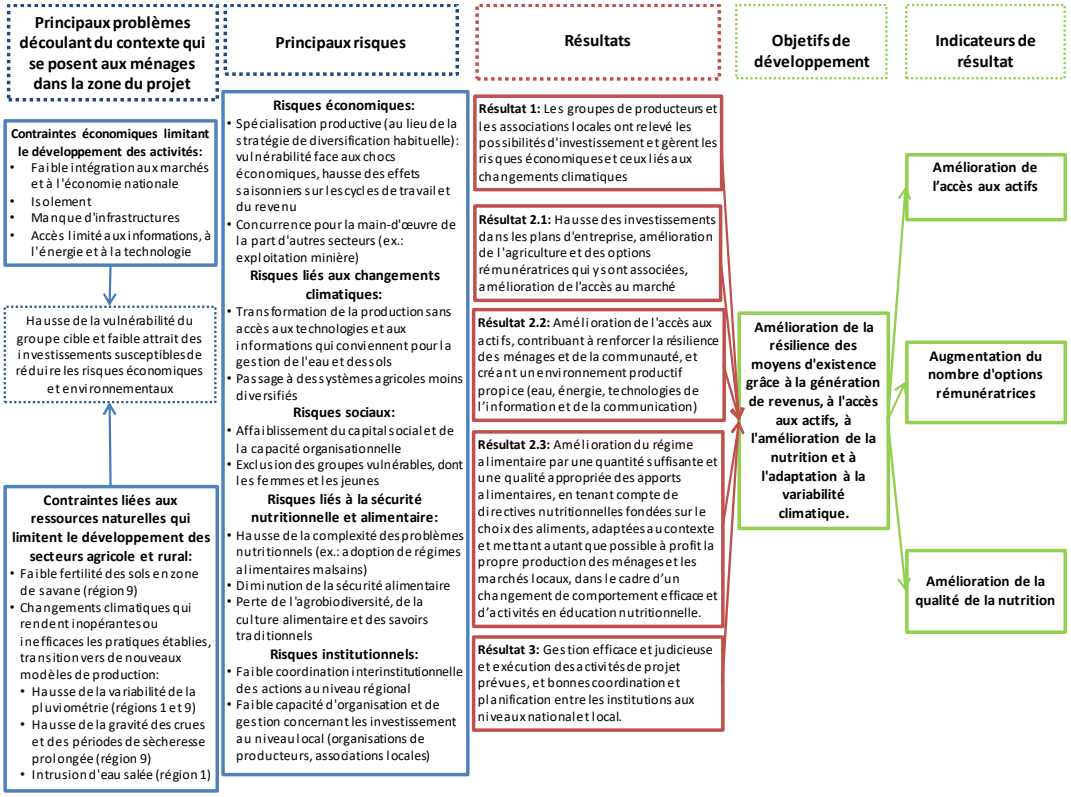
Pour obtenir le résultat décrit ci-dessus, la sécurité alimentaire et nutritionnelle sera renforcée par les activités suivantes: i) mise en évidence et valorisation des produits (dont les produits agricoles, les produits forestiers et les produits de la pêche) susceptibles d'améliorer et de maintenir la qualité du régime alimentaire des ménages; ii) sensibilisation aux enjeux nutritionnels et aux recommandations alimentaires.

Le projet appuie les ménages ruraux et les populations autochtones dans le repérage et la mise en place de filières qui leur offrent de nouvelles possibilités de revenus et contribuent à diversifier leurs moyens d'existence ruraux, leur permettant ainsi d'associer création de revenus et bonne nutrition. Étant donné la vulnérabilité des ménages face aux effets des changements et des chocs climatiques, il est crucial que la participation des ménages cibles aux nouvelles activités rémunératrices ne les fasse pas abandonner les activités productives qui jouent un rôle déterminant dans leur nutrition et leur sécurité alimentaire, notamment la production d'aliments pour leur autoconsommation.

À cette fin, le projet aide les ménages et les populations autochtones à faire des choix plus éclairés et plus sains en matière de régime alimentaire par la sensibilisation, la formation aux conséquences nutritionnelles des choix de régime et éventuellement par la mise en évidence de la contribution des denrées alimentaires locales à l'amélioration de la nutrition.

Grâce à ces activités, le projet vise à assurer que les ménages cibles bénéficient d'une hausse des revenus et de la production, leur donnant un meilleur accès, plus stable, à des aliments nutritifs par l'intermédiaire des marchés et de l'autoproduction.

La ***théorie du changement*** du projet présente un lien causal entre les problèmes constatés, les résultats escomptés et les impacts attendus en matière de nutrition:



Source: FIDA, République coopérative du Guyana, Projet de développement écologiquement durable dans l'hinterland (2016-2022), Rapport d'achèvement de projet, Rome: FIDA (2016), https://operations.ifad.org/documents/654016/ab57f1b3-2486-456d-9f5f-91aeb4873dbf (en anglais).

Annexe 6. Types d'intervention tenant compte des enjeux nutritionnels dans les projets appuyés par le FIDA

Type d'intervention	Exemples d'activités prévues
Production alimentaire familiale intégrée	• Production alimentaire familiale pour la diversification du régime alimentaire et la génération de revenus • Jardins potagers, production d'aliments nutritifs et riches en nutriments, tels que les fruits et les légumes • Aliments d'origine animale, y compris les petits ruminants et les produits de la pêche
Production de denrées alimentaires pour l'autoconsommation et les marchés locaux	• Choix motivés par des considérations nutritionnelles, portant sur les produits à plus haute valeur nutritive, dont les produits forestiers non ligneux, les variétés agricoles bioenrichies et les espèces sous-utilisées et négligées (surtout chez les peuples autochtones) • Diffusion de pratiques et de technologies agricoles pour accroître la production et la productivité d'aliments nutritifs, pour l'autoconsommation comme pour la vente des surplus • Diversification de la production d'aliments: systèmes agricoles intégrés, incorporation de nouvelles variétés, cultures intercalaires, agroécologie, etc. • Encouragement de pratiques agricoles pour accroître la disponibilité des denrées alimentaires toute l'année pour la consommation des ménages et pour les marchés locaux
Conservation, transformation et commercialisation des aliments	• Partenariats publics-privés pour cibler les marchés intérieurs, extérieurs et d'exportation, en portant une attention particulière aux enjeux nutritionnels (ex.: enrichissement des aliments, variétés riches en nutriments) • Équipement, technologies et formations aux agriculteurs pour l'adoption de techniques sécurisées de conservation des aliments à domicile et de préservation des aliments pour un plus grand délai avant péremption • Équipement et formation des agriculteurs en vue de la transformation des aliments à domicile, pour une disponibilité tout au long de l'année • Pratiques post-récolte visant à préserver et à renforcer la qualité nutritive des aliments produits • Sécurité alimentaire, contrôle qualité, certification et application des normes d'hygiène pour la préparation et la commercialisation des aliments • Marketing social, sensibilisation des consommateurs à la nutrition et à l'alimentation
Communication pour le changement de comportement et éducation nutritionnelle ciblée	• Éducation nutritionnelle ciblée pour les membres du ménage et pour les communautés • Éducation nutritionnelle pour les agents de diffusion et intégration aux fermes-écoles de modules portant sur les enjeux nutritionnels • Cours de cuisine en vue de la préservation des nutriments et de la promotion d'un régime alimentaire sain • Collaboration avec les médias locaux pour des campagnes de sensibilisation aux bonnes pratiques en matière d'allaitement, de soins aux enfants et aux mères et d'alimentation complémentaire • Campagnes de promotion des pratiques d'hygiène, d'assainissement, de gestion de l'eau et de santé (pour peu qu'elles soient accompagnées d'investissements dans les infrastructures) • Campagnes de sensibilisation des consommateurs

Égalité des sexes et autonomisation des femmes et des jeunes filles adolescentes	• Accès des femmes aux ressources productives, éducation nutritionnelle et activités rémunératrices pour encourager le contrôle par les femmes de leurs actifs et de leurs revenus • Technologies permettant l'économie de temps et de travail pour réduire la charge de travail des femmes (ex.: énergie, eau, fours) • Appui au droit de cité des femmes et à leur pouvoir de décision dans le ménage et la communauté • Sensibilisation aux enjeux liés à l'égalité des sexes et à la nutrition (dont le mariage précoce et la santé sexuelle et reproductive) • Accès des jeunes filles à l'éducation, aux ressources productives et à des perspectives d'emploi rural décent
Environnement et changements climatiques	• Gestion durable des ressources naturelles (sols, engrais, forêts, etc.) pour diversifier la production alimentaire • Systèmes alimentaires diversifiés et climatiquement rationnels, systèmes agricoles intégrés pour améliorer et diversifier l'accès aux denrées alimentaires • Recherche et diffusion de variétés nutritives et résilientes, conservation des semences traditionnelles
Eau et assainissement	• Infrastructures rurales pour améliorer l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène • Réhabilitation et entretien des sources d'eau
Concertation sur les politiques et coordination	• Concertation sur les politiques et plaidoyer en faveur de la nutrition et de la sécurité alimentaire • Appui à la participation de nombreuses parties prenantes afin d'influencer les politiques en matière de nutrition • Planification multisectorielle et coordination pour la bonne exécution des interventions tenant compte des enjeux nutritionnels • Appui à l'élaboration de politiques (lois, règlementations, politiques) destinées à améliorer la nutrition
Santé, éducation et protection sociale[14]	• Éducation et sensibilisation aux enjeux sanitaires (dont le VIH/sida et autres maladies transmissibles) • Liens avec les programmes de protection sociale: transferts d'argent, aide alimentaire, programmes de cantines scolaires, etc.

Source: FIDA, *Mainstreaming nutrition-sensitive agriculture and rural development in IFAD-funded investments Categorization of COSOPs and IFAD-funded projects (*Intégrer l'agriculture et le développement rural tenant compte des enjeux nutritionnels dans les investissements du FIDA, plan d'action, en anglais) (2016-2018), Rome: FIDA (2019).

[14] Dans les projets financés par le FIDA, les interventions de ce type sont souvent coordonnées avec les projets nationaux en cours, en collaboration avec les autres organismes de développement des Nations Unies, tels que l'OMS.

Annexe 7. Indicateurs du FIDA liés aux aspects nutritionnels

Le FIDA a mis en place des indicateurs institutionnels liés aux aspects nutritionnels:

Indicateur d'impact: Pourcentage de la population ciblée ayant amélioré la diversité de son régime alimentaire

Indicateur de produit: Nombre de personnes ayant bénéficié d'un appui ciblé visant à l'amélioration de leur nutrition

Indicateurs de résultat: i) Pourcentage des femmes âgées de 15 à 49 ans qui consomment au moins cinq des dix groupes d'aliments (diversité alimentaire minimale chez les femmes)

ii) Pourcentage de la population ciblée ayant amélioré ses connaissances, ses attitudes et ses pratiques en matière d'alimentation, de soins et d'hygiène.

Fixation des objectifs: L'objectif en matière de diversité alimentaire minimale chez les femmes devrait être fixé à 50%, c'est-à-dire qu'au moins 50% des femmes des ménages ciblés devraient avoir atteint la diversité alimentaire minimale à la fin du projet. L'objectif en matière de connaissances, d'attitudes et de pratiques devrait être fixé à 60%, c'est-à-dire qu'au moins 60% des participants directs aux formations et aux interventions de communication pour le changement de comportement portant sur la nutrition doivent avoir amélioré leurs connaissances, leurs attitudes et leurs pratiques en matière d'alimentation, de soins et d'hygiène.

Décompte:
Pour éviter un double comptage, la méthode de décompte des bénéficiaires devrait être conforme aux directives institutionnelles du FIDA relatives au décompte et à l'établissement de rapports . Un décompte séparé des bénéficiaires devrait être envisagé pour tout projet classé comme tenant compte des enjeux nutritionnels ou pour toute activité d'exécution de projet destinée à améliorer la sécurité nutritionnelle des bénéficiaires ciblés. Cet indicateur mesure le nombre de personnes ayant directement bénéficié des activités appuyées par le projet conçues dans le but d'améliorer la nutrition, soit au cours des 12 derniers mois (rapport annuel), soit depuis le début du projet (rapport cumulatif). Remarque: les activités tenant compte des enjeux nutritionnels ne sont pas génériques, mais sont spécialement conçues pour s'attaquer à des problèmes nutritionnels dans un contexte particulier. On peut citer comme exemple de telles activités les formations sur les enjeux nutritionnels, les campagnes de communication pour le changement de comportement, la mise en place d'infrastructures (eau potable, assainissement, etc.), et l'appui technique avec des intrants et des technologies prévues pour améliorer les résultats sur le plan nutritionnel (ex.: semences bioenrichies, élevage de volaille, horticulture, technologies permettant d'économiser du travail).

Il importe de remarquer que les résultats de ces activités liées à la nutrition ne sont pas tous évalués au moyen de cet indicateur. Par exemple, il vaut mieux en exclure les campagnes organisées par les médias grand public (comme la radio) et les autres activités pour lesquelles il est difficile de quantifier le nombre de personnes touchées. De plus, si les séances de formation aux enjeux nutritionnels sont organisées dans les communautés avec des groupes d'habitants, le nombre total des participants à ces ateliers peut être considéré comme le nombre de personnes touchées.

Mesurer les résultats:

i) Diversité alimentaire minimale chez les femmes

La diversité alimentaire minimale chez les femmes est une mesure de la diversité du régime alimentaire des femmes; il s'agit d'un indicateur indirect permettant d'évaluer l'adéquation de la consommation de micronutriments (vitamines, sels minéraux, etc.) par les femmes. Cet indicateur peut également servir à évaluer, de façon indirecte, l'adéquation des apports nutritionnels pour les autres membres du ménage. De façon générale, il donne une vue d'ensemble des apports nutritionnels du ménage, en tenant compte du fait que les femmes sont plus vulnérables face aux problèmes de nutrition, étant donné que, dans les contextes où les ressources sont limitées, beaucoup d'entre elles sont désavantagées dans leur accès aux

aliments nutritifs. Outre ce facteur, les femmes sont également plus vulnérables que les hommes face aux problèmes nutritifs en raison de leurs plus grandes exigences physiologiques en matière de nutriments, surtout les femmes en âge de procréer (15-49 ans).

En utilisant pendant une longue période la même méthode de mesure de la qualité du régime alimentaire des femmes dans la même population, le FIDA peut évaluer l'impact de ses investissements sur la nutrition des ménages. La diversité alimentaire minimale chez les femmes mesure la diversité quotidienne du régime alimentaire des femmes en âge de procréer (15-49 ans). On demande aux femmes ce qu'elles ont mangé au cours des dernières 24 heures. Cette méthode classe les aliments en dix groupes, et vise à déterminer si les femmes ont consommé ou non au moins cinq des dix groupes au cours d'une même journée. Ces groupes d'aliments sont: i) céréales, racines blanches et tubercules, et bananes plantains; ii) légumineuses (haricots, pois et lentilles); iii) fruits à coque et graines; iv) produits laitiers; v) viande, volaille et poisson; vi) œufs; vii) légumes à feuilles vert foncé; viii) autres fruits et légumes riches en vitamine A; ix) autres légumes; x) autres fruits. Si le régime d'une femme comprend au moins 15 grammes d'aliments d'au moins cinq de ces groupes d'aliments, elle est considérée comme satisfaisant aux exigences minimales en matière de consommation de micronutriments. Cette méthode prescrit également une technique spécifique de présentation du questionnaire aux femmes, définie dans les directives sur la diversité alimentaire minimale chez les femmes.[15]

ii) Mesure des connaissances, attitudes et pratiques

Les résultats de la transmission des messages sur la nutrition dispensés par les formations, les services de conseil, la communication pour le changement de comportement et les médias, des démonstrations culinaires et des autres activités de partage des savoirs sont mesurés lors d'enquêtes sur les connaissances, attitudes et pratiques. L'évaluation des connaissances, attitudes et pratiques est menée au moyen d'une méthode qualitative permettant de comprendre les connaissances, les attitudes et les comportements des populations ciblées. Elle peut se faire au moyen d'entretiens individuels ou de discussions avec des groupes de bénéficiaires ciblés. La taille de l'échantillon de ces sondages peut être relativement petite, ce qui les rend peu coûteux à mettre en œuvre. Toutefois, ces entretiens et discussions nécessitent un personnel compétent. Bien qu'un format, une méthode et des directives élémentaires soient disponibles pour ces enquêtes[16], le questionnaire de l'entretien ou les discussions de groupe doivent être systématiquement adaptés au contexte local.

Thèmes devant être abordés lors d'une enquêtesur les connaissances, attitudes et pratiques:

1. Habitudes alimentaires et pratiques culinaires locales
2. Transformation, stockage et préparation des aliments
3. Différents types d'aliments riches en nutriments disponibles localement
4. Diversification du régime pour satisfaire aux besoins en nutriments
5. Pratiques sans risque en matière d'hygiène
6. Méthodes de traitement de l'eau potable
7. Interaction psychosociale avec les jeunes enfants
8. Hausse des besoins en aliments et en nutriments lors de la grossesse et de l'allaitement
9. Premiers besoins en allaitement pour les nouveaux-nés et allaitement maternel exclusif jusqu'à l'âge de 6 mois afin de renforcer l'immunité et de satisfaire aux besoins en nutriments
10. Allaitement maternel exclusif jusqu'à l'âge de 6 mois
11. Allaitement maternel des jeunes enfants âgés de moins de 2 ans pour prévenir les maladies et optimiser la valeur nutritionnelle
12. Pratiques d'alimentation pour les enfants âgés de moins de 5 ans (dont l'introduction d'aliments complémentaires dès l'âge de 6 mois, la fréquence et la quantité des apports alimentaires, et le type d'aliment donné aux enfants)
13. Tabous locaux grevant les pratiques en matière d'aliments, de santé et d'hygiène
14. Exercice physique pour prévenir le surpoids et l'obésité, ainsi que les maladies non transmissibles qui y sont liées (telles que l'hypertension et le diabète)

[15] FAO et Agence des États-Unis pour le développement international, *Minimum dietary diversity for women: A guide for measurement* (en anglais). Rome: FAO (2016), http://www.fao.org/3/a-i5486e.pdf.

[16] FAO, *Guidelines for assessing nutrition-related knowledge, attitudes and practices* (en anglais). Rome: FAO (2014), http://www.fao.org/3/i3545e/i3545e00.htm.

15. Consommation limitée d'aliments transformés et ultratransformés riches en sucres, en sel, en graisses et en huile pour améliorer la santé des adolescents et des adultes
16. Consommation limitée de boissons sucrées à faible contenu nutritif (telles que Coca-Cola et Pepsi)
17. Problèmes d'ordre socioculturel, tels que les mariages précoces et les grossesses des adolescentes

Pour pouvoir mesurer les changements induits par les interventions (c'est-à-dire, pour déterminer la réussite des interventions visant à apporter des changements positifs au niveau des connaissances, des attitudes et des pratiques), il faut collecter des renseignements sur les connaissances, les attitudes et les pratiques avant le démarrage du projet, dans le cadre d'une enquête de référence. Des enquêtes de suivi devront être organisées à échéance régulière tout au long du projet pour suivre l'impact des activités et, le cas échéant, adapter l'approche avant la fin du projet. Des études devraient aussi être organisées à la fin du projet pour mesurer les changements induits par l'intervention. Les enquêtes de référence, de suivi et finales doivent être menées auprès de la même population bénéficiaire.

Annexe 8. Modèle de questionnaire sur la diversité minimale du régime alimentaire – français

(Approche fondée sur une liste)

Diversité alimentaire minimale chez les femmes	
1.1.1 Y a-t-il dans cette famille une femme qui a entre 15 et 49 ans? (Si non, terminer l'entretien et passer au ménage suivant)	**0** = Non **1** = Oui |___|___|
1.1.2 Nom de la femme	_____
1.1.3 Âge de la femme	|___|___|

1.1.4 Puis-je vous demander quels aliments vous avez consommé hier, à partir du matin jusqu'au moment où vous êtes partie dormir, à la maison comme au-dehors? Pouvez-vous me dire ce que vous avez mangé ou bu hier, à partir du moment où vous vous êtes réveillée le matin, jusqu'au moment où vous êtes allée dormir le soir?

A	Aliments à base de céréales, tels que:	Porridge ("quaker"), pain, riz, pâtes ("macas"), nouilles ou autres aliments à base de céréales	**0** = Non **1** = Oui
B	Légumes ou racines de couleur orange à l'intérieur, tels que:	Potiron, carotte, courge ou patate douce à chair orange ou jaune	**0** = Non **1** = Oui
C	Racines et tubercules blancs, ou bananes plantain, tels que:	Pommes de terre, ignames, manioc/manioc doux/yucca,macabo, taro ou tout autre aliment à base de racines ou tubercules blancs, ou bananes plantain	**0** = Non **1** = Oui
D	Légumes à feuilles vert foncé, tels que:	*Donner des exemples de légumes à feuilles vert foncé à vert moyen, y compris les feuilles sauvages (récoltées en brousse) disponibles localement*	**0** = Non **1** = Oui
E	Fruits jaune foncé ou orange à l'intérieur, tels que:	Mangues, papayes mûres, etc.	**0** = Non **1** = Oui
F	Autres fruits	*Donner des exemples d'autres fruits disponibles localement*	**0** = Non **1** = Oui
G	Autres légumes	*Donner des exemples d'autres légumes disponibles localement*	**0** = Non **1** = Oui
H	Abats, tels que:	Foie, rognon, cœur ou autres abats et aliments sanguins, y compris tirés de la faune sauvage ("viande de brousse")	**0** = Non **1** = Oui
I	Viande et volaille, tels que:	Bœuf, porc, mouton, chèvre, lapin, gibier ("viande de brousse"), poulet, canard, autres oiseaux	**0** = Non **1** = Oui
J	Œufs	Œufs de poule et d'autres oiseaux	**0** = Non **1** = Oui
K	Poisson et fruits de mer, frais ou séchés	Poisson frais ou séché, coquillages ou crustacés,	**0** = Non **1** = Oui
L	Haricots et pois, tels que:	Haricots et pois mûrs (grains frais ou séchés), lentilles, ou produits à base de haricots ou de pois (houmous, tofu, tempeh, etc.)	**0** = Non **1** = Oui
M	Fruits à coque et graines, tels que:	Tout fruit à coque, graine, arachide/cacahuète, ou pâtes et "beurres" à base de fruits à coque ou de graines	**0** = Non **1** = Oui

N	Lait et produits laitiers, tels que:	Lait, fromage, yaourt, ou autres produits laitiers, sauf beurre, glace (crème glacée) et crèmes	**0** = Non **1** = Oui
O	Condiments et assaisonnements, tels que:	Ingrédients utilisés en petite quantité pour le goût, notamment piments, épices, herbes, bouillon de poisson déshydraté, concentré de tomate, bouillon cube ou graines	**0** = Non **1** = Oui
Q	Autres boissons ou aliments	Thé ou café (si non sucré), bouillon, alcool	**0** = Non **1** = Oui
R	Autres aliments non répertoriés	À savoir: _____	**0** = Non **1** = Oui

Note: Si la consommation locale inclut de petits animaux sources de protéines (insectes, escargots, rongeurs, etc.), de l'huile de palme rouge, des graisses et des huiles, des aliments sucrés (chocolat, biscuits, gâteaux, etc.), des boissons sucrées, et autres, ces catégories doivent être reprises dans le questionnaire.

Annexe 9. Éléments de coût des activités tenant compte des enjeux nutritionnels dans le portefeuille d'investissements du FIDA

Le tableau suivant répertorie l'ensemble des activités tenant compte des enjeux nutritionnels de nature à être intégrées aux projets de développement agricole et rural, classées par type d'intervention. L'objectif est de formuler des orientations à destination des concepteurs de projet concernant la planification et l'évaluation du coût des activités tenant compte des enjeux nutritionnels.

	Type d'intervention		**Éléments de coût à considérer pour établir le budget lors de la conception**	**Observations**
1	Variétés riches en nutriments et diversification	a.	Recensement des aliments ou des variétés de fruit riches en nutriments disponibles localement mais sous-utilisées	Faire appel à un expert selon les besoins.
		b.	Recensement des aliments ou fruits riches en nutriments disponibles localement et adaptés aux conditions locales (sols, climat)	Faire appel à un expert selon les besoins.
		c.	Élaboration de supports éducatifs ou promotionnels sur la diversification de la production, les variétés, les technologies réduisant la charge de travail, la conservation des nutriments pendant le traitement (récolte, transport, conservation et transformation) et l'association de cultures	Utiliser les guides de la FAO ou autres, si disponibles. Si ces guides ne sont pas disponibles, recruter un expert ou faire appel à un consultant.
		d.	Promotion de l'agriculture intégrée (cultures associées de légumes et de céréales, pisciculture en rizière, etc.)	
		e.	Formation des agents de vulgarisation: salle de classe, équipement, mobilier, animateurs, indemnités journalières de subsistance, frais de voyage	
		f.	Formation des bénéficiaires: salle de classe, équipement, mobilier, animateurs, indemnités journalières de subsistance, frais de voyage	Inclure les frais d'expert selon les besoins.
		g.	Apport de semences, d'engrais, d'outils	Selon les besoins.
		h.	Marketing social et promotion de l'autoconsommation des variétés produites ou répertoriées (radio, brochures, affiches, etc.)	Inclure le coût des services contractuels pour l'impression et la diffusion du matériel promotionnel.
		i.	Services de vulgarisation	D'autres services de vulgarisation pourraient être nécessaires pour des variétés et méthodes nouvelles ou particulières.
2	Bioenrichissement	a.	Dépenses d'investissement dans la culture bioenrichie sélectionnée	Ceci devrait déjà faire partie du coût global du projet, mentionné ici uniquement à fins de référence.
		b.	Élaboration ou adaptation de supports éducatifs à destination des bénéficiaires, portant sur la culture et son traitement pour réduire au maximum les pertes de nutriments au	Utiliser les supports existants (si disponibles). L'évaluation des coûts concerne l'adaptation ou l'élaboration de

		cours de la récolte, du transport, de la conservation et de la transformation	nouveaux supports, si nécessaire.
		c. Formation des agents de vulgarisation: salle de classe, équipement, mobilier, animateurs, indemnités journalières de subsistance, frais de voyage	
		d. Formation des bénéficiaires: salle de classe, équipement, mobilier, animateurs, indemnités journalières de subsistance, frais de voyage	Inclure les frais d'expert selon les besoins.
		e. Association des cultures: installation de pépinières	Si des pépinières existent déjà, il faudra veiller tout particulièrement à ce que les cultures pouvant être associées localement fassent l'objet de campagnes de promotion et d'un appui.
		f. Marketing social, promotion de la consommation des variétés répertoriées (radio, brochures, affiches, etc.)	Inclure le coût des services contractuels pour l'impression et la diffusion des messages.
		g. Services de vulgarisation	D'autres services de vulgarisation pourraient être nécessaires pour certaines variétés.
3	Engrais enrichis en micronutriments	a. Dépenses d'investissement pour les engrais	
		b. Élaboration ou adaptation de documents éducatifs à destination des bénéficiaires, portant sur l'utilisation et la conservation des engrais en toute sécurité	Inclure les frais d'expert selon les besoins.
		c. Formation des bénéficiaires: salle de classe, équipement, mobilier, animateurs, indemnités journalières de subsistance, frais de voyage	
		d. Formation des agents de vulgarisation: salle de classe, équipement, mobilier, animateurs, indemnités journalières de subsistance, frais de voyage	
		e. Services de vulgarisation	D'autres services de vulgarisation pourraient être nécessaires pour assurer leur bonne utilisation.
4	Transformation des aliments	a. Analyse des pratiques de récolte et de conservation (pour évaluer les pertes de nutriments, les pertes de denrées et l'ampleur des contaminations)	Les techniques de récolte et de transformation peuvent être spécifiques au contexte. Certaines de ces techniques peuvent induire des pertes de nutriment dans les produits récoltés, ou la contamination par des champignons ou des insectes. Il faudra peut-être faire appel à un expert pour évaluer les pertes de nutriments découlant de ces pratiques.
		b. Au besoin, élaboration ou adaptation de supports éducatifs sur les pratiques de récolte et de conservation pour réduire au maximum les pertes en nutriments,	Utiliser les supports existants (si disponibles). L'évaluation des coûts concerne l'adaptation ou l'élaboration de nouveaux supports, si nécessaire.

		les contaminations et les pertes de quantité	
		c. Formation des bénéficiaires aux nouvelles techniques: salle de classe, équipement, mobilier, animateurs, indemnités journalières de subsistance, frais de voyage	Inclure les frais d'expert selon les besoins.
		d. Au besoin, appui à l'adoption d'équipements et de technologies de récolte et de conservation faisant appel à des matériaux locaux bon marché à chaque fois que cela sera possible	De nombreuses infrastructures et méthodes de conservation traditionnelles peuvent induire une hausse des toxines telles que la mycotoxine, qui est cause de retard de croissance chez les jeunes enfants. D'où la nécessité d'améliorer les infrastructures de conservation.
		e. Préparation et consommation	Pour l'évaluation des coûts, voir les informations relatives aux démonstrations culinaires.
		f. Utilisation de tourteaux d'oléagineux pour la consommation humaine i. Inventaire des tourteaux d'oléagineux pouvant être consommés par l'homme ii. Élaboration de matériel destiné à promouvoir la consommation des tourteaux d'oléagineux en tant qu'aliment nutritif iii. Promotion de la consommation de tourteaux d'oléagineux en tant qu'aliment nutritif	Les tourteaux de soja ou de graines de sésame obtenus par l'extraction de l'huile sont riches en protéines et en autres nutriments. Actuellement, la majorité des coproduits sont employés en tant qu'aliment pour animaux. Il est cependant possible de s'en servir en tant qu'aliment nutritif. Il pourrait être nécessaire de faire appel à un expert pour évaluer la faisabilité et concevoir des actions adéquates.
		g. Analyse des méthodes actuellement employées pour la transformation et la préservation des aliments	Inclure les frais d'expert selon les besoins.
		h. Au besoin, formation au maltage, au séchage, à la conservation dans la saumure et au fumage: salle de classe, équipement, mobilier, animateurs, indemnités journalières de subsistance, frais de voyage	
		i. Au besoin, appui à l'adoption d'équipements et de technologies pour le maltage, le séchage, la conservation dans la saumure et le fumage	Subventions ou prix plein.
		i. Enrichissement i. Partenariats et établissement de liens avec des minotiers de moyenne ou grande taille et autres acteurs du secteur agroalimentaire pour atteindre une part importante de la population (secteur privé) ii. Aide financière pour l'équipement et les fortifiants (limitée dans le temps) iii. Appui technique aux minotiers pour veiller à l'application de méthodes d'enrichissement normalisées iv. Création d'un environnement politique favorable aux	Dans l'idéal, transférer le coût de l'enrichissement à l'industrie dès le début. Toutefois, au besoin, une aide pourrait être fournie pour l'acquisition du pulvérisateur et des fortifiants. Après un certain temps, le coût des fortifiants devrait être transféré aux consommateurs. Le coût de l'enrichissement d'un article sec et non huileux en 14 nutriments destinés à satisfaire les besoins moyens d'un adulte de sexe masculin, est de 0,01 USD par jour, soit 4 USD par an (source: OMS).

		minotiers (législation, subventions, etc.) (limité dans le temps) v. Appui technique aux minotiers pour la promotion et pour la mobilisation sociale des aliments de base enrichis et d'autres biens de grande consommation	Le coût du pulvérisateur dépend de sa taille, mais est en moyenne de 10 000 USD.
		k. Raffinage et transformation industriels i. Promotion de l'utilisation de conservateurs et de stabilisateurs alimentaires, qui réduisent le contenu en calories et en graisses ii. Formation et appui technique pour éviter les additifs malsains (sucre, huile, sel, etc.) iii. Au besoin, appui technique à l'étiquetage	Des apports élevés en graisses, huile, sucre et sel sont une des principales causes du surpoids et de l'obésité, qui sont à l'origine de maladies et de décès parmi les jeunes adultes. Les emballages devraient inclure une mention indiquant la quantité de ces éléments par ration de 100 grammes et par paquet.
5	Échange et commercialisation encouragés uniquement pour les surplus (la consommation d'aliments riches en nutriments par les ménages devrait être le premier objectif)	a. Promotion et commercialisation d'aliments riches en nutriments sur les marchés locaux	
		b. Marketing social pour accroître la demande: éducation communautaire et sensibilisation aux avantages de la consommation d'aliments riches en nutriments dans les grands médias	Inclure le coût des services de sous-traitance pour la production, l'impression et la diffusion.
		c. Subventions pour les ménages bénéficiaires ciblés (au besoin)	Établir des liens avec le programme de subventions publiques, si disponible et faisable.
		d. Promotion des emballages en petites quantités (si applicable)	Pour une période initiale (courte durée), jusqu'à ce que le coût puisse être transféré aux clients.
6	Promotion, éducation, conseil et communication pour le changement de comportement	a. Étude sur les connaissances, les attitudes et les pratiques (pour de plus amples informations, se référer aux nouvelles directives du Système de gestion des résultats opérationnels concernant les indicateurs) i. Personnel: expert technique, enquêteurs ii. Indemnités journalières de subsistance, frais de voyage iii. Outils	Études de référence et de suivi annuel pour suivre les impacts du projet et, si nécessaire, procéder à des ajustements.
		b. Élaboration et adaptation de supports didactiques: affiches, formation, vidéos, documentaires et autres opérations de conseil et de communication pour le changement de comportement (ex.: recettes, *flash cards*, etc.) i. Personnel et sous-traitants (le cas échéant) ii. Équipements audiovisuels (au besoin)	Le Ministère de la santé pourrait déjà avoir des supports utilisés localement. Évaluer au préalable l'utilité des supports existants.
		c. Mise en œuvre i. Formation du personnel de l'unité de gestion du projet ii. Formation des formateurs iii. Formation du personnel de première ligne (agents de	Le Ministère de la santé, les organismes des Nations Unies et les ONG pourraient mener le même type de communication pour le changement de comportement

		vulgarisation, agents de santé communautaire, dirigeants communautaires, etc.) iv. Honoraires, indemnités journalières de subsistance et frais de voyage du personnel de première ligne et des volontaires issus de la communauté, qui doivent souvent se rendre auprès des populations ciblées v. Communication pour le changement de comportement, formations et conseil à destination des bénéficiaires, au besoin (femmes, hommes, jeunes, personnes âgées) au moins trois fois par an pour chaque bénéficiaire (les meilleurs résultats étant obtenus par le travail sur des groupes de femmes, d'hommes et de jeunes)	dans la zone. Prendre contact avec ces institutions au préalable et, lorsque cela est possible, prévoir de mener des activités en commun. La communication pour le changement de comportement est plus efficace lorsqu'elle se fait face à face et de façon individuelle. Puisque la communication individuelle coûte cher, une approche de groupe devrait être utilisée, en allant au contact des groupes de femmes, de mères et des autres groupes communautaires existants afin d'optimiser les résultats.
		d. Suivi i. Personnel ii. Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance iii. Discussion avec la communauté: conclusions tirées du suivi iv. Ajustement des outils si nécessaire	Il importe de suivre les changements de pratiques pour atteindre les résultats escomptés. On recommande d'effectuer au moins trois fois par an une visite de suivi auprès des ménages ou des populations, jusqu'à ce que des changements de comportement soient observés.
7	Élevage de volaille et de petits animaux / insectes en basse-cour	a. Recensement des petits animaux, insectes et oiseaux consommés localement: petits ruminants, lapins, porcs, cochons d'Inde, criquets, abeilles, aulacodes ("agoutis"), etc.	Inclure les frais d'expert selon les besoins.
		b. Étude des bonnes pratiques en matière de production de basse-cour, d'élevage des petits animaux et d'apiculture dans le contexte local	Inclure les frais d'expert selon les besoins.
		c. Élaboration ou adaptation de supports de formation sur la production d'aliments pour animaux et la construction de nids ou de poulaillers, d'enclos, d'étables, et d'infrastructures d'élevage d'insectes au moyen de matériaux disponibles localement	Utiliser les guides de la FAO ou autres, si disponibles. Si ces guides ne sont pas disponibles, recruter un expert selon les besoins. Si nécessaire, ce travail d'expert peut être sous-traité.
		d. Élaboration ou adaptation de supports de formation sur l'élevage de volailles, de petits animaux, d'abeilles ou d'autres insectes, y compris les aliments et la santé animale; intégrer les bonnes pratiques	Utiliser les guides de la FAO ou autres, si disponibles, ou engager un expert selon les besoins. Si nécessaire, ce travail d'expert peut être sous-traité.
		e. Matériaux pour les poulaillers, enclos et étables, etc.; appui à la construction	Quand applicable, mécanisme de subventions publiques.
		f. Aliments adaptés aux espèces sélectionnées	Quand applicable, appui ponctuel ou mécanisme de subventions publiques.
		g. Au besoin, approvisionnement en eau pour les animaux pendant la période de soudure	

		h. Formation et remise à niveau des bénéficiaires: salle de classe, équipement, mobilier, animateurs, indemnités journalières de subsistance, frais de voyage	Inclure les frais d'expert au besoin.
		i. Services de vulgarisation, de vaccination et de contrôle des ravageurs	Si pas déjà inclus dans les services de vulgarisation locaux.
		j. Communication pour le changement de comportement, éducation nutritionnelle et démonstrations culinaires	Pour de plus amples informations, se référer à l'évaluation des coûts de la communication pour le changement de comportement et des démonstrations culinaires.
		k. Visites de suivi (temps, personnel)	S'assurer que les services de vulgarisation sont bien fournis et que les bénéficiaires adoptent les bonnes pratiques et procédures.
8	Potager/Verger	a. Évaluation de la qualité nutritionnelle des légumes et des fruits disponibles localement et ne nécessitant pas trop d'espace pour leur développement (expert)	Inclure les frais d'expert selon les besoins.
		b. Évaluation de la pertinence et de l'acceptabilité de l'introduction de nouveaux légumes ou fruits riches en nutriments adaptés aux sols et au climat locaux	Inclure les frais d'expert selon les besoins.
		c. Semences et échantillons	
		d. Installation d'approvisionnement en eau	
		e. Engrais et pesticides	
		f. Suite à cette évaluation, élaboration de supports de vulgarisation pour la formation et l'information	Utiliser les guides de la FAO ou autres, si disponibles. Sinon, inclure les frais d'expert selon les besoins.
		g. Impression de supports de formation ou d'information	Selon les besoins.
		h. Formation des agents de vulgarisation: salle de classe, équipement, mobilier, animateurs, indemnités journalières de subsistance, frais de voyage	
		i. Vulgarisation, formation des bénéficiaires: salle de classe, équipement, mobilier, animateurs, indemnités journalières de subsistance, frais de voyage	Au besoin, inclure les frais d'animation.
		j. Budget pour les services de vulgarisation de façon continue au moins pour les XX premières années	Intégrer les nouvelles techniques (le cas échéant) au service de vulgarisation existants.
		k. Communication pour le changement de comportement, éducation nutritionnelle	Se référer aux donnéesde l'évaluation des coûts pour la communication pour le changement de comportement.
9	Démonstrations culinaires	a. Évaluation et compréhension des choix alimentaires et des recettes locaux: personnel, consultant	Inclure les frais d'expert selon les besoins.
		b. Évaluation des enquêtes sur les connaissances, les attitudes et les pratiques	

		i. Expert technique: élaboration de la méthode et du questionnaire ii. Recrutement et formation des collecteurs de données iii. Collecte des données: temps, frais de voyage iv. Analyse, discussion des conclusions avec la communauté, préparation du rapport	
		c. Élaboration de recettes adaptées aux goûts locaux i. Personnel, cuisinier ii. Produits iii. Combustible iv. Ustensiles v. Autre matériel de cuisine	Inclure les frais d'expert selon les besoins.
		d. Diffusion des recettes i. Impression de brochures, tableaux ii. Sessions de démonstration culinaire avec la participation des bénéficiaires (et discussion avec eux)	Inclure les frais d'expert selon les besoins.
		e. Communication pour le changement de comportement, éducation nutritionnelle	Se référer aux données de l'évaluation des coûts pour la communication pour le changement de comportement.
		f. Visites de suivi i. Personnel: temps, indemnités journalières de subsistance, frais de voyage conformément aux besoins	Visites auprès des ménages pour évaluer les changements de pratiques culinaires chez les bénéficiaires
10	Élevage/Volaille	a. Évaluation des habitudes culinaires et alimentaires locales. Ex.: les jeunes enfants ne reçoivent pas de viande avant d'avoir atteint un certain âge, les femmes mangent en dernier et les restes sont en quantité insuffisante, les organes riches en nutriments ne sont pas consommés, les produits sont vendus et non consommés par les agriculteurs, etc.	Inclure les frais d'expert selon les besoins.
		b. Au besoin, encouragement de la consommation domestique de viande, de lait et d'œufs fournis au titre du projet, surtout parmi les femmes et les enfants	Pour de plus amples renseignements sur d'autres activités et les frais associés, se référer à la section sur le changement de comportement et l'éducation nutritionnelle.
11	Aquaculture	a. Recensement des espèces aquatiques disponibles localement qui sont consommables mais ne sont pas consommées en raison des traditions ou des pratiques culinaires locales	Inclure les frais d'expert selon les besoins.
		b. Polyculture: recensement et combinaison de gros poissons commerciaux avec des poissons plus petits ou d'autres espèces aquatiques compatibles et appropriées pour l'autoconsommation ou la consommation domestique	Inclure les frais d'expert selon les besoins.
		c. Recensement de techniques appropriées de conservation pour les espèces aquatiques ou piscicoles	Inclure les frais d'expert selon les besoins.

		locales qui réduisent au maximum les pertes de nutriments	
		d. Encouragement de la consommation et de la polyculture d'autres espèces aquatiques comestibles: supports de communication, temps d'antenne, affiches, brochures	
		e. Formation des agents de vulgarisation: salle de classe, équipement, mobilier, animateurs, indemnités journalières de subsistance, frais de voyage	
		f. Mise en évidence des moyens de réduire au maximum les pertes post-récolte	
		g. Élaboration de supports de formation et formation des bénéficiaires à la polyculture, à la réduction des pertes post-récolte et aux techniques de préservation: experts, supports, salle de classe, frais de voyage	
		c. Apport de larves et d'alevins aux bénéficiaires en fonction des besoins	
		d. Prestation de services de vulgarisation, si non encore disponibles	
12	Horticulture	a. Évaluation de la richesse et de la valeur nutritive des fruits sélectionnés; sélection de fruits riches en nutriments	Inclure les frais d'expert selon les besoins.
		b. Encouragement de la consommation domestique des fruits fournis au titre du projet (si nécessaire), surtout pour les femmes et les enfants	Pour de plus amples renseignements sur d'autres activités et les frais associés, se référer à la section sur le changement de comportement et l'éducation nutritionnelle.
13	Ressources naturelles et agroforesterie	a. Recensement des produits forestiers riches en nutriments comestibles actuellement consommés, et recensement dans les forêts locales de nouveaux produits acceptables et riches en nutriments	Un expert pourrait être requis pour recenser les espèces.
		b. Recensement de produits comestibles riches en nutriments (fruits, fruits à coque, racines, feuilles, graines) pouvant être cultivés en association avec les arbres ciblés par le projet d'agroforesterie	Un expert pourrait être requis pour recenser les espèces.
		c. Formation des agents de vulgarisation: salle de classe, équipement, mobilier, animateurs, indemnités journalières de subsistance, frais de voyage	Selon les besoins.
		d. Apport de semences ou de jeunes plants des espèces sélectionnées	
		e. Formations portant sur leur culture (selon les besoins)	
		f. Encouragement de la consommation de ces produits (médias, communication pour le changement de comportement, église, mosquée, etc.)	
		g. Prestation de services de vulgarisation, si pas encore disponibles	

14	Irrigation	a. Pour les projets à grande échelle, se référer à la section sur l'aquaculture	
		b. Là où c'est faisable, construction de petits étangs pouvant être reliés aux canaux pour l'aquaculture en vue de la consommation domestique, encouragement de l'aquaculture (se référer à la section sur l'aquaculture pour de plus amples informations)	Inclure les frais d'expert selon les besoins.
15	Infrastructures et eau	a. Évaluation des pratiques locales en matière d'hygiène personnelle, de l'accès à l'eau potable en toute sécurité et des installations d'élimination des déchets	Inclure les frais d'expert selon les besoins; pourrait faire partie des connaissances, attitudes et pratiques.
		b. Apport d'eau potable disponible à moins de 30 minutes des ménages	
		c. Apport de matériaux de construction d'élimination des déchets, selon les besoins	
		d. Si nécessaire, appui technique et formation à la construction d'installations d'élimination des déchets en toute sécurité	
		e. Formation et communication pour le changement de comportement à destination des membres ciblés du ménage en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, y compris le traitement de l'eau lorsque cela est nécessaire (ex.: ébullition, utilisation du soleil pour tuer les bactéries, etc.)	Se référer aux informations concernant l'évaluation des coûts de la communication pour le changement de comportement.
16	Suivi des produits et des effets, et comptes rendus à ce sujet	a. Étude préliminaire, études de suivi et étude à l'achèvement sur la diversité alimentaire minimale chez les femmes et sur les connaissances, attitudes et pratiques. i. Consultant ou expert principal ii. Traduction en langue locale des questionnaires d'enquête iii. Équipe de collecte des données iv. Formation de l'équipe de collecte des données v. Travail de terrain: frais de voyage, indemnités journalières de subsistance vi. Personnel pour la saisie des données vii. Modèles alimentaires, selon les besoins	Une étude préliminaire doit être menée avant le démarrage de la moindre activité. On recommande de réaliser une enquête intermédiaire à deux ou trois reprises pendant le projet afin de suivre les éventuels changements. Une étude à l'achèvement devrait être réalisée pour évaluer l'impact global du projet.

Annexe 10. Mandat pour les rôles de coordonnateur des questions de nutrition et de spécialiste de la nutrition

L'unité de gestion de projet peut intégrer à son équipe un responsable de la coordination des questions de nutrition ou spécialiste de la nutrition. Si le temps de travail de ce responsable doit être entièrement consacré à des rôles et à des responsabilités liés aux enjeux nutritionnels, on recommande de privilégier l'embauche d'une personne spécialiste de la nutrition dotée de qualifications précises et d'une expérience concrète dans ce domaine. Une autre option est de faire jouer le rôle de coordonnateur des questions de nutrition à un membre de l'équipe du projet (par exemple, expert en matière de suivi-évaluation, genre, changements climatiques ou gestion communautaire). Dans ce cas, la formation technique en matière de coordination des questions de nutrition variera en fonction de l'orientation du projet et du temps de travail devant être consacré aux enjeux nutritionnels.

Les coordonnateurs des questions de nutrition ou spécialistes de la nutrition devront: veiller à ce que les enjeux nutritionnels soient convenablement intégrés aux documents du projet; accompagner l'exécution des activités tenant compte des enjeux nutritionnels en collaboration avec les parties prenantes concernées et avec les partenaires d'exécution; appuyer le responsable de la coordination du projet dans la mise en place de partenariats locaux concernant les enjeux nutritionnels. Il collaborera également avec les experts techniques du projet, y compris ceux chargés des questions de genre, des changements climatiques, des jeunes et des peuples autochtones (le cas échéant).

Rôle de coordonnateur des questions de nutrition

Principale responsabilité: le responsable de la coordination des questions de nutrition sera désigné par la personne en charge de coordonner le projet et aura pour mission de coordonner et d'appuyer les interventions du projet en matière de nutrition aux niveaux national, infranational et local. Il collaborera étroitement avec les référents responsables des questions nutritionnelles au FIDA pour veiller à l'intégration des enjeux nutritionnels aux investissements du projet. Le temps de travail à consacrer aux différents rôles et responsabilités liés aux questions nutritionnelles sera décidé en fonction des spécificités du projet et de son contexte particulier.

Tâches spécifiques:

- Avec les autres membres de l'équipe, veiller à la bonne intégration des enjeux nutritionnels aux documents du projet, tels que le manuel d'exécution du projet, le manuel de suivi-évaluation, le plan de travail et budget annuel et les rapports intermédiaires.
- Avec la personne chargée du suivi-évaluation, veiller à ce que les indicateurs de nutrition soient bien suivis et fassent l'objet de rapport réguliers (et conformément au calendrier des rapports du projet).
- Avec l'équipe du FIDA, participer à la rédaction de documents sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés, en vue de leur diffusion aux niveaux national et mondial.
- Porter les besoins en capacités liés aux enjeux nutritionnels pour les équipes de projet et d'exécution à l'attention du responsable de la coordination du projet et de l'équipe du FIDA.
- Nouer des liens étroits avec le référent responsable des questions nutritionnelles de l'organisme d'exécution principal (ex.: Ministère de l'agriculture) pour tenir le projet à jour des dernières évolutions, assurer une bonne coordination avec les autres initiatives portant sur les enjeux nutritionnels et rendre compte de la progression du projet aux autres parties prenantes au moyen des mécanismes de coordination multisectoriels nationaux et locaux en matière de nutrition.
- Assister le responsable de la coordination du projet dans la mise en place de partenariats locaux portant sur les enjeux nutritionnels (ex: au sein des Nations Unies, avec le secteur privé, avec la société civile) pour appuyer l'exécution et fournir une assistance technique.
- Aider à l'exécution des activités tenant compte des enjeux nutritionnels en collaboration avec les parties prenantes et avec les partenaires d'exécution (ex: agents de vulgarisation, fournisseurs de services locaux, organisations partenaires).

- Plaider en faveur de l'intégration des enjeux nutritionnels dans les activités et composantes du projet ayant le potentiel de tenir compte des enjeux nutritionnels.
- Participer aux missions de supervision du projet et veiller au suivi des recommandations de ces missions en matière de nutrition.
- Collaborer avec les experts techniques en genre, jeunes et changements climatiques pour l'exécution, et collecte des données sur les résultats en matière de nutrition.

Spécialiste en nutrition

Principale responsabilité: le membre spécialiste de la nutrition sera intégré à l'unité de gestion du projet en tant qu'expert et coordonnateur spécialisé pour les questions de nutrition, chargé de coordonner et d'appuyer l'exécution des interventions du projet liées aux enjeux nutritionnels aux niveaux national, infranational et local. Il travaillera en étroite collaboration avec les responsables référents chargés des questions nutritionnelles nationaux et régionaux du FIDA afin de s'assurer de la bonne intégration des enjeux nutritionnels dans le projet. Tout son temps de travail devrait être consacré à l'accomplissement de ses rôles et responsabilités liés aux questions nutritionnelles.

Tâches spécifiques:

- Analyser la situation en matière de nutrition et de sécurité alimentaire dans les zones concernées par le projet et élaborer la stratégie du projet pour les enjeux nutritionnels.
- Avec les autres membres de l'unité de gestion du projet, veiller à la bonne intégration des enjeux nutritionnels dans les documents du projet tels que le manuel d'exécution (pendant la phase de démarrage), le système de suivi-évaluation, le plan de travail et budget annuel et les rapports intermédiaires.
- En collaboration avec le membre spécialiste en suivi-évaluation du projet, veiller à la bonne collecte de données relatives aux indicateurs de nutrition et à la saisie de ces données dans la base de données du projet relative au suivi-évaluation (ex: répertorier les principaux points à traiter par les études de référence et finale, concevoir des études supplémentaires, dont une enquête sur les questions nutritionnelles et alimentaires, ou une enquête sur les connaissances, attitudes et pratiques).
- Avec l'équipe du FIDA, participer à la rédaction de documents sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés, en vue de leur diffusion aux niveaux national et mondial.
- Établir et entretenir des relations professionnelles avec les ministères publics (tels que ceux en charge de la santé, de la condition féminine et de l'enseignement) pour développer des synergies entre les différentes interventions tenant compte des enjeux nutritionnels et mettre en place des mécanismes de coordination.
- Assister le responsable de la coordination du projet dans la mise en place de partenariats locaux pour la nutrition (y compris au sein des Nations Unies, avec le secteur privé, avec la société civile) pour appuyer l'exécution et fournir une assistance technique.
- Aider à l'exécution des activités portant sur la nutrition en collaboration avec les parties prenantes et les partenaires d'exécution (ex: partenaires d'exécution, agents de vulgarisation et fournisseurs de services locaux).
- Élaborer une stratégie de communication sur les enjeux nutritionnels pour le projet, dont des campagnes médiatiques, des ateliers de formation et des supports didactiques.
- Coordonner les activités de renforcement des capacités et les ateliers de formation sur les interventions tenant compte des enjeux nutritionnels pour les membres de l'équipe du projet, les agents de mise en œuvre et les agents de vulgarisation.
- Suivre et collecter les données et les informations relatives aux indicateurs de nutrition et de sécurité alimentaire, et rendre régulièrement compte de leur progression.
- Collaborer avec les experts techniques en genre, jeunes et changements climatiques pour l'exécution du projet, et collecter des données sur les effets nutritionnels.
- Accomplir toute autre tâche attribuée par le ou la chef(fe) de mission en lien avec ce domaine de connaissances pour atteindre les objectifs de la mission.

Qualifications et expérience minimum pour le mandat de spécialiste en nutrition

- ✓ Diplôme universitaire de deuxième cycle, obtenu auprès d'un établissement reconnu, en nutrition humaine, en sciences de l'alimentation ou autre discipline associée à la sécurité alimentaire.
- ✓ Au moins deux ans d'expérience dans des initiatives de développement rural portant sur la nutrition et l'alimentation, en démontrant une bonne compréhension de telles initiatives; on privilégiera des personnes ayant une bonne connaissance du pays et une expérience dans celui-ci.
- ✓ Expérience en formation et en renforcement des capacités; une connaissance des liens entre les enjeux nutritionnels, la problématique femmes-hommes, les jeunes et les changements climatiques est vivement souhaitée.
- ✓ Une expérience de collaboration avec diverses parties prenantes externes et internes est souhaitée.
- ✓ De solides compétences en gestion et coordination de projet; des connaissances de base des procédures de suivi-évaluation sont attendues.

Annexe 11. Ressources supplémentaires et matériel pédagogique

Sujet	Ressources
Élaboration de programmes tenant compte des enjeux nutritionnels	FAO (2015), *Concevoir des programmes d'investissement agricoles sensibles à la nutrition. Guide pour la formulation de programmes.* On y trouve des directives précises pour mener à bien une évaluation de la situation nutritionnelle, avec des questionnaires pour les entretiens et une liste complète des sources secondaires. http://www.fao.org/3/a-i5107e.pdf
	FAO (2017), *Agriculture et systèmes alimentaires sensibles à la nutrition en pratique: Options d'interventions.* Présente une liste d'interventions qu'il est possible de mettre en œuvre dans les systèmes alimentaires pour améliorer la nutrition, ainsi qu'un ensemble d'angles d'attaque concrets pour maximiser l'impact de chaque intervention. http://www.fao.org/3/a-i7848e.pdf
	Banque mondiale (2012), *Prioritizing nutrition in agriculture and rural development: Guiding principles for operational investments.* Donne une série de principes directeurs pour l'intégration des objectifs en matière de nutrition à la conception et à l'exécution des projets de développement agricole et rural. https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/13571/NonAsciiFileName0.pdf?sequence=1&isAllowed=y
	PAM (2017), *Unlocking WFP's potential, Guidance for nutrition-sensitive programming*. Donne une marche à suivre pour la formulation des opérations tenant compte des enjeux nutritionnels, y compris les méthodes et les outils destinés à renseigner l'analyse de sensibilité nutritionnelle. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000022216/download/
Indicateurs sensibles aux enjeux nutritionnels	FAO (2016), *Recueil d'indicateurs pour une agriculture sensible à la nutrition*. Couvre des sujets variés, comme la qualité du régime alimentaire des personnes, l'accès des ménages aux denrées alimentaires et le type d'investissement, allant de la création de revenus aux pratiques de gestion des ressources naturelles, en passant par la santé et l'assainissement, l'autonomisation des femmes, la production des aliments et leur disponibilité. http://www.fao.org/3/a-i6275e.pdf
	FAO et Family Health International, *Minimum dietary diversity for women: A guide for measurement.* Fournit des instructions claires pour appliquer analyser et interpréter l'indice de diversité alimentaire minimale chez les femmes. http://www.fao.org/3/a-i5486e.pdff
	Sustainable Agriculture and Rural Development Initiative et FAO (2006), *Cultural indicators of indigenous peoples' food and agro-ecological system.* Donne un ensemble d'indicateurs destinés à évaluer les systèmes alimentaires et agroécologiques des peuples autochtones aux fins d'élaboration des politiques, de planification et de plaidoyer. Cette liste d'indicateurs a été produite suite à un travail collectif et à un consensus avec des représentants des peuples autochtones, au cours de consultations et de rencontres organisées au niveau mondial. http://www.fao.org/tempref/docrep/fao/011/ak243e/ak243e00.pdf
	Tebtebba Foundation (2008), *Indicators relevant for indigenous peoples: A resource book.* Ce livre-ressource, le fruit d'une œuvre collective, présente un cadre stratégique d'indicateurs applicables aux peuples autochtones dans différents domaines thématiques, dont la sécurité alimentaire.
Production alimentaire familiale intégrée	FIDA (2015), *Toolkit: Integrated homestead food production.* Cette boîte à outils donne des orientations opérationnelles sur la conception et l'exécution de projets qui incluent la production alimentaire familiale intégrée dans les projets d'investissement du FIDA. Elle comprend un "aperçu", une Note pratique et une note sur les Enseignements tirés des expériences passées. https://www.ifad.org/en/web/knowledge/publication/asset/39385352
Chaînes de valeur tenant compte des enjeux nutritionnels	FIDA (2018), *Boîte à outils: Chaînes de valeur et enjeu nutritionnel: Guide pour la conception de projets, Volumes I et II* Cette boîte à outils donne des recommandations en matière de conception de chaines de valeur tenant compte des enjeux nutritionnels au bénéfice des petits exploitants agricoles dans le cadre des projets de développement agricole. Le premier volume fournit des orientations validées, étape par étape, pour guider la conception des projets, tandis que le second volume présente des ressources pratiques, des outils et des modèles à utiliser à chaque étape du processus de conception. Volume I: https://www.ifad.org/documents/38714170/41228204/NSVC_1_f.pdf/f327f9ca-b2ff-4cae-8942-5c157e519a02 Volume II:

	https://www.ifad.org/documents/38714170/41228204/NSVC_2_f.pdf/e7d436ce-1123-dfa6-4d21-66f11dc98514
Nutrition et changements climatiques	FIDA (2017), *The Nutrition advantage. Harnessing the nutrition co-benefit of climate-resilient agriculture.* Ce document examine l'interrelation entre nutrition et changements climatiques, en se fondant sur les documents de projet et sur les publications. https://www.ifad.org/documents/38714170/40321185/Nutrition_Advantage_web.pdf/219cc7b6-db5b-4b30-a3ab-85cd73797541
Égalité des sexes et nutrition	SPRING (2017), *Manuel de formation sur le genre et la nutrition*. Ce manuel tire parti de l'expérience de SPRING au Sénégal pour donner des recommandations sur la manière d'aborder les questions d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes en lien avec les enjeux nutritionnels et l'agriculture. https://www.spring-nutrition.org/sites/default/files/publications/tools/spring_sn_genre_manuel_nutrition.pdf
Espèces négligées ou sous-utilisées, et peuples autochtones	Biodiversity International, FIDA et Canada, *Soutenir une agriculture axée sur la nutrition grâce aux espèces négligées et sous-utilisées: Cadre opérationnel* (Stefano Padulosi, Phrang Roy et Francisco J. Rosado-May) Langue: AN FR ES https://cgspace.cgiar.org/bitstream/handle/10568/102463/Soutenir_Padulosi_2019_FRE.pdf?sequence=1&isAllowed=y Bioversity International, IFAD, Centre international d'agriculture tropicale et Canada, *Fighting poverty, hunger and malnutrition with neglected and underutilized species* https://www.bioversityinternational.org/fileadmin/_migrated/uploads/tx_news/Fighting_poverty__hunger_and_malnutrition_with_neglected_and_underutilized_species__NUS__1671_03.pdf Langue: AN
Sujet	**Modules de formation et d'apprentissage en ligne**
FAO: *Nutrition, sécurité alimentaire et moyens d'existence: Concepts de base*	Ce module de 35 minutes porte sur les termes et concepts clé relatifs à l'alimentation et la nutrition, à la malnutrition, à la sécurité alimentaire et aux moyens d'existence. http://www.fao.org/elearning/#/elc/en/course/NFSLBC Langue: FR
FAO: *Améliorer la nutrition à travers l'agriculture et les systèmes alimentaire*	Ce cours illustre les liens entre l'agriculture, les systèmes alimentaires et la nutrition, fournit des exemples concrets d'options pour intégrer les enjeux nutritionnels aux politiques, aux investissements et aux programmes, et décrit les avantages de cette intégration. http://www.fao.org/elearning/#/elc/en/course/NFS Langue: AN, FR, RU
FAO: *Évaluation et analyse de l'état nutritionnel*	Ce cours vise à renforcer les capacités pour la conception, l'exécution, le suivi et l'évaluation des politiques, stratégies, plans et programmes agricoles et alimentaires tenant compte des enjeux nutritionnels. http://www.fao.org/elearning/#/elc/en/course/NSA Langue: FR
FAO: *S'entendre sur les causes de la malnutrition pour agir ensemble*	Ce module d'autoformation guide les utilisateurs à travers la simulation d'un atelier dans le pays fictif de Namambar. Il utilise la méthode de l'arbre à problèmes et à solutions pour la malnutrition, dans le but d'assister la planification collaborative pour combattre l'insécurité alimentaire et la malnutrition. http://www.fao.org/elearning/#/elc/en/course/ACMJA Langue: FR
FAO, FIDA, PAM et Bioversity: *Sustainable food value chains for nutrition*	Ce cours vise à renforcer les capacités pour la conception de chaînes de valeur alimentaires durables pour la nutrition. Il montre comment mettre en place des chaînes de valeur tenant compte des enjeux nutritionnels tout au long de l'itinéraire, de la production et de la consommation, en suivant une approche pas-à-pas. https://www.ifad.org/en/web/knowledge/publication/asset/39438327 Langue : AN
FANTA et Université d'État du Michigan	Ce cours est conçu pour les gestionnaires de programme, les membres des équipes de projet et les responsables publics actifs dans l'agriculture, la nutrition et les initiatives multisectorielles désireux d'apprendre comment planifier, concevoir et exécuter une programmation intégrée en matière d'agriculture et de nutrition. https://www.fantaproject.org/tools/nutrition-sensitive-agriculture-programming-online-training-course Langue: AN

Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org
facebook.com/ifad
instagram.com/ifadnews
linkedin.com/company/ifad
twitter.com/ifad
youtube.com/user/ifadTV